



Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses

Nouveaux fronts de la CSI et priorités 2017



ITUC CSI IGB

Confédération syndicale internationale



Table des matières

Introduction	5
Nouveaux fronts de la CSI:	
La justice climatique et la transformation industrielle	10
Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement	14
L'élimination de l'esclavage	18
Priorités de la CSI:	
Pays à risque	22
Cohérence mondiale	30
Gouvernance mondiale des migrations	36
« Comptez avec nous! »	40
Organisation	44

Introduction



Donner plus de pouvoir aux travailleurs et travailleuses apporte l'espoir de reconstruire nos sociétés frappées par des niveaux historiques de conflits, d'inégalités et de divisions politiques.

Le fait que 45 pour cent de la population mondiale vive dans la précarité et 52 pour cent s'en sorte à peine est désastreux du point de vue social et économique.

La crainte de l'avenir, du fait que la sécurité qu'apporte un travail décent est refusée à la majorité des travailleurs du monde, alimente le populisme politique et la marginalisation et finit par provoquer des conflits armés, le terrorisme et le désespoir qui nourrit la crise des réfugiés. La cupidité des entreprises est clairement en train de faire avancer un modèle d'échanges internationaux fondé sur l'exploitation, par le biais de chaînes d'approvisionnement qui camouflent l'oppression des salaires de misère et des emplois dangereux et sans avenir. Jusqu'à 94 pour cent des travailleurs et travailleuses des chaînes d'approvisionnement des principales entreprises multinationales constituent une force de travail cachée, ce qui permet aux PDG de déléguer leur responsabilité en matière de travail décent.

L'emprise des grandes entreprises sur tant de gouvernements s'est traduite par l'effondrement des institutions. L'espace démocratique se rétrécit et les attaques aux droits se multiplient partout dans le monde ; dans certains cas, l'on voit même disparaître l'Etat de droit.

Mais l'on ne peut pas leurrer les populations quant à la responsabilité des grandes entreprises concernant l'état du monde aujourd'hui. Quatre-vingt-deux pour cent des personnes interrogées conviennent qu'en dernière instance, une entreprise est responsable et doit être redevable des actions de ses sous-traitants, y compris lorsqu'il s'agit d'actes illégaux tels que l'asservissement, le travail forcé ou le paiement de salaires inférieurs aux minimum légal. Soixante-dix-sept pour cent des personnes interrogées considèrent que toutes les entreprises devraient rendre publiques à leurs clients toutes les informations concernant tous les contractants et sous-traitants à qui elles font appel.

Les travailleurs et leurs familles appellent avec nous à mettre un terme à la cupidité des entreprises. Ils refusent aussi un avenir dans lequel une évolution technologique devient une excuse pour attaquer la protection de l'emploi. Quatre-vingt-deux pour cent des personnes interrogées s'accordent à dire que les entreprises du secteur de l'économie numérique doivent fournir à leur travailleurs les mêmes droits et protections que celles dont jouissent les autres travailleurs dans d'autres secteurs: congé maladie, congé annuel rémunéré, pensions et droit à une représentation syndicale.

Le plein emploi, le travail décent et le respect de l'Etat de droit demeurent au cœur du travail que nous réalisons, qu'il s'agisse de justice sociale et de transition juste, d'élimination de l'esclavage, de l'inclusion des femmes, des migrants et des réfugiés, ou de notre politique économique et sociale.

LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA CSI ÉTABLIS PAR LE CONGRÈS DE BERLIN:

1. La croissance syndicale

UNE CSI REPRÉSENTANT 200 MILLIONS DE TRAVAILLEURS EN 2018

La réalisation de cet objectif passe par une syndicalisation dans l'économie tant formelle qu'informelle.

2. Des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale

100 MILLIONS D'EMPLOIS EN VUE DE DIMINUER DE MOITIÉ LE DÉFICIT D'EMPLOIS D'ICI 2018; FORMALISATION DE 20 POUR CENT DES EMPLOIS DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE

La réalisation de cet objectif passe par des investissements afin de créer des emplois dans:

- les infrastructures;
- le secteur des soins à la personne; et
- les énergies renouvelables, le transport propre, les bâtiments verts, l'agriculture durable, ainsi que la production manufacturière et les services connexes.

Il passe également par:

- un salaire minimum vital;
- la négociation collective; et
- une protection sociale.

3. La réalisation des droits

LA SYNDICALISATION FONDÉE SUR LES DROITS DOIT ÊTRE AU CŒUR DE TOUTES LES ACTIVITÉS DE LA CSI:

- liberté syndicale et droit de négociation collective;
- relations d'emploi;
- travail sûr;
- formalisation du travail informel;
- élimination de l'esclavage et du travail forcé – fin du système de la « kafala »;
- augmentation de 25 pour cent de la participation des femmes au marché du travail;
- augmentation de 5 pour cent du nombre de femmes dans les syndicats;
- reconnaissance du droit au travail pour les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, avec les droits du travail, politiques, sociaux et culturels correspondants.

Ces objectifs constituent la base du travail de la CSI et seront le fondement sur lequel édifier un monde meilleur, dans lequel les travailleurs et travailleuses, leurs familles et communautés jouiront de la sécurité économique qui garantit une vie sans conflits, sans marginalisation et sans exploitation. Par le biais de nos campagnes sur les nouveaux fronts et des priorités que nous poursuivons, nous pouvons organiser et fédérer autour des objectifs stratégiques que le Congrès de Berlin a esquissés pour nous, et réaliser ces objectifs.

Syndiquer pour donner le pouvoir aux travailleurs

Le Congrès de Berlin a fixé les objectifs fondamentaux de la CSI pour la période 2014-2018 et a établi l'organisation comme élément central.

Tous les plans doivent s'appuyer sur une organisation directe, sur les partenariats pour la syndicalisation ou sur les activités destinées à jeter les bases de l'organisation à travers les droits, la législation et la politique économique et sociale.

Par conséquent, les objectifs ou cibles aux échelons mondial ou national exigent des plans qui garantissent la participation des organisations affiliées et leurs engagements à atteindre des cibles concrètes de syndicalisation des travailleurs/euses concernés par l'objectif mondial ou national.

La coopération avec les Fédérations syndicales internationales, et leur engagement à œuvrer aux côtés de la CSI, ont été décrits lors du Congrès de Berlin comme suit:

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses: Cadre d'organisation de la CSI – voies vers la croissance

1. CAMPAGNES PAR ENTREPRISES	2. QUESTIONS MONDIALES Questions globales Objectifs régionaux/ nationaux	3. PROGRAMMATION
Menées par les FSI	Stratégies menées par la CSI ciblant des groupes non organisés	Campagnes mondiales stratégiques qui viennent d'être lancées Par ex.: Qatar
Valeur ajoutée / Partenariat CSI <ul style="list-style-type: none"> Centrales nationales Syndicats affiliés Alliés 	Valeur ajoutée / Partenariat FSI <ul style="list-style-type: none"> Centrales nationales Syndicats affiliés Alliés 	CSI <ul style="list-style-type: none"> La CSI peut mener le démarrage de ces campagnes. La CSI peut aider les FSI à lancer ces campagnes. La CSI peut mener ces campagnes
		N.B.: <ul style="list-style-type: none"> Les campagnes stratégiques doivent se limiter à une en phase de programmation et une en phase de mise en œuvre. Puis, si elles parviennent à la phase de syndicalisation, l'on peut en avoir jusqu'à deux.

« NOUVEAUX FRONTS » DE LA CSI ET PRIORITÉS - 2018:

Nouveaux fronts

- La justice climatique et la transformation industrielle
- Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement
- L'élimination de l'esclavage

Priorités

- Pays à risque
- Cohérence mondiale et développement
- Gouvernance mondiale des migrations
- « Comptez avec nous! »
- Syndicalisation

Les plans stratégiques pour chacun de ces domaines de travail sont résumés dans les pages qui suivent.

EN OUTRE:

Le RSCD constitue une excellente base pour effectuer un plaidoyer auprès des institutions et des processus nationaux et internationaux en matière de développement. Les Objectifs de développement durable et le Programme 2030 sont au premier plan des activités intégrées dans les programmes stratégiques décrits ici, et le RSCD ainsi que ses réseaux régionaux soutiennent les travaux de la CSI, de la TUAC, des organisations affiliées et des FSI.

Ces programmes englobent notre ambition de réaliser les Objectifs de développement durable qui sont essentiels pour les travailleurs/euses, à savoir notamment:

- Objectif 1: Pauvreté
- Objectif 5: Genre
- Objectif 8: Travail décent
- Objectif 10: Inégalités
- Objectif 13: Climat
- Objectif 16: Sociétés inclusives

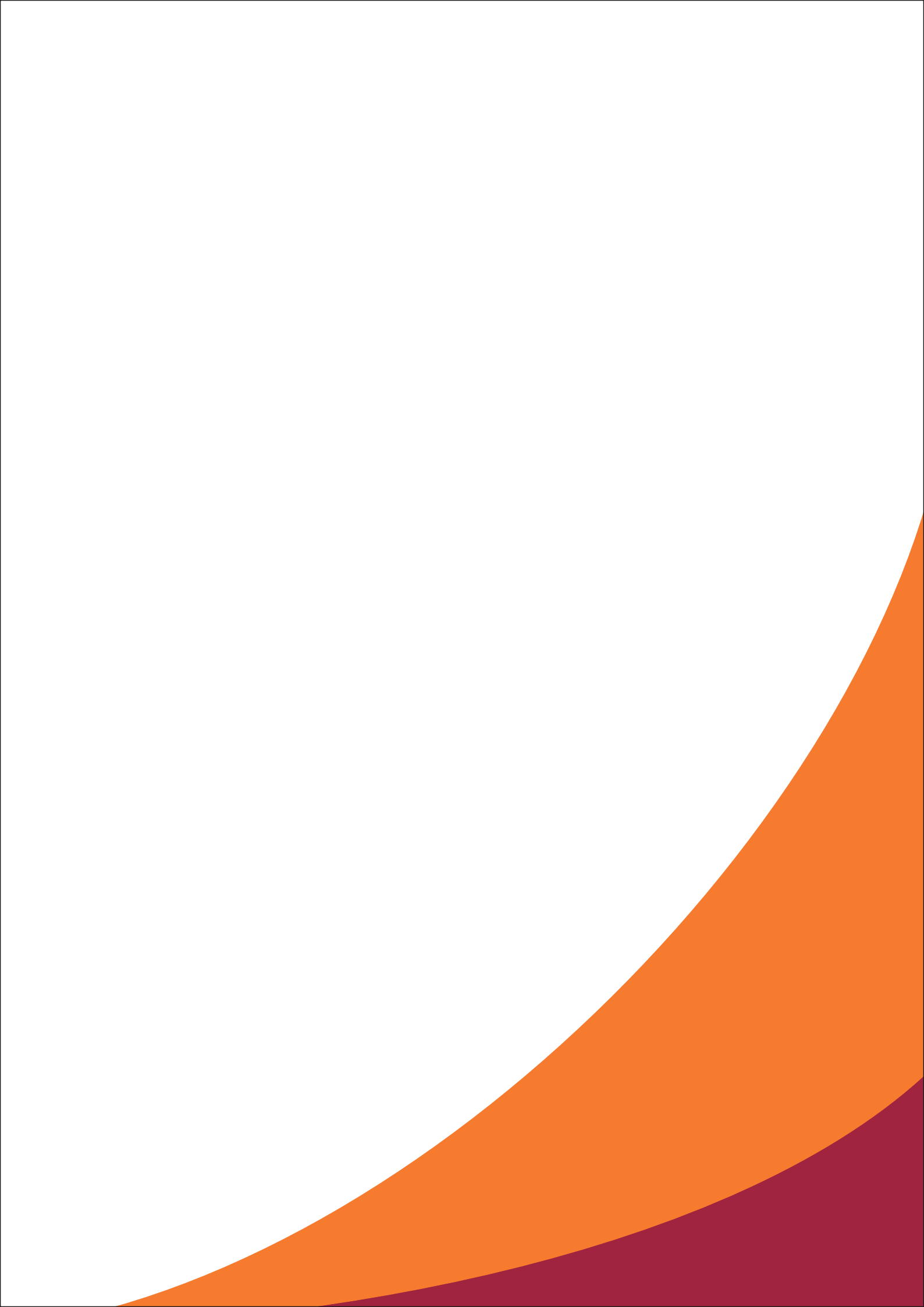
Le travail de la CSI en 2017 mettra également davantage l'accent sur la recherche de la paix et des droits démocratiques, avec le Sommet des libertés qui se tiendra au cours du premier semestre.

Recommandation

Le Conseil général est invité à:

Approuver les programmes 2017 pour les Nouveaux fronts et les priorités actuelles de la CSI et appeler toutes les organisations affiliées à s'engager activement dans leur mise en œuvre; et

Demander aux donateurs d'envisager de soutenir la mise en œuvre des Nouveaux fronts et des priorités moyennant un financement direct et la mise en adéquation des programmes bilatéraux.



Nouveaux fronts de la CSI:

La justice climatique et la transformation industrielle

Faits saillants

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Reconnaissance de la transition juste dans l'Accord de Paris sur le climat.
- Dialogue des dirigeants syndicaux sur la politique industrielle et la transition juste (février, États-Unis).
- Rapport *Nouveaux fronts* de la CSI sur le climat 2016.
- Phase de développement du Centre pour une transition juste.
- Production des premières vidéos sur la transition juste – « Communautés en transition ».
- Premier atelier officiel de la CCNUCC sur la transition juste et les politiques climatiques (octobre 2016).

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Engagement de la CSI auprès des syndicats du MENA, en particulier au Maroc, sur le changement climatique.
- Table ronde au Canada: les syndicats aux échelons national et provincial ont accueilli le premier dialogue tripartite avec la ministre canadienne de l'Environnement et des Entreprises (province de l'Alberta).
- Des syndicats canadiens (CTC) ont élaboré une feuille de route pour l'énergie propre, l'innovation et l'emploi.

Défis

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Accroître l'engagement des syndicats en matière d'action pour le climat et réclamer un dialogue national et industriel sur la transition juste.
- Obtenir un financement et des partenariats pour le Centre pour une transition juste.
- Maintenir la pression concernant la nécessité de mettre en oeuvre les accords et les décisions de la CCNUCC.
- Appuyer les informations et les demandes syndicales concernant les technologies disponibles pour promouvoir la transformation industrielle (élaboration d'un rapport sur la technologie).

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Renforcer les capacités en termes d'engagement syndical dans les pays en développement.
- Soutenir et animer les tables rondes sur la transition juste (aux niveaux national et sectoriel).

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Renforcer l'analyse juridique sur les droits des travailleurs et l'impact climatique.

Aperçu général

Un monde à zéro pauvreté et à zéro carbone est possible. Grâce à l'adoption du Programme à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat, nous disposons d'un cadre pour un monde où la justice sociale peut être garantie. Les syndicats ont un rôle central à jouer à cet égard.

L'action pour le climat est urgente et l'appel lancé dans le cadre de notre campagne selon lequel « il n'y a pas d'emploi sur une planète morte » est tragiquement bien plus qu'un slogan. Les familles de travailleurs se trouvent en première ligne des phénomènes météorologiques extrêmes et des changements de saison qui détruisent déjà des vies et des moyens de subsistance.

Selon l'Accord de Paris sur le climat, nous devons décarboniser notre monde en « prenant en compte les impératifs d'une transition juste de la main-d'œuvre et la création de travail décent et d'emplois de qualité conformément aux priorités définies à l'échelle nationale en matière de développement ». Pour ce faire, des réductions majeures des émissions et un accès universel à des technologies de pointe sont nécessaires.

La CSI a collaboré avec ses organisations affiliées afin de se mobiliser pour un accord mondial qui encadre la possibilité d'une transformation industrielle et garantisse une transition juste. Les organisations affiliées à la CSI sont également engagées à organiser les travailleurs/euses dans les nouveaux emplois de l'économie verte, à la fois dans les économies formelle et informelle. Le défi consiste à garantir la mise en œuvre des mesures pour une transition juste dans les plans aux niveaux national, industriel et d'entreprise visant à protéger et à créer de nouveaux emplois en investissant dans la transformation industrielle nécessaire.

Les travailleurs et les travailleuses ont le droit:

- de connaître les plans de leur gouvernement en vue de décarboniser leur économie et de protéger les emplois et les pensions;
- de connaître les plans de leur employeur en vue de décarboniser le lieu de travail et de protéger les emplois; et
- de savoir où sont investies leurs caisses de retraite.

Les travailleurs/euses et leurs syndicats exigent et acceptent la responsabilité du dialogue nécessaire pour développer et mettre en œuvre des plans de transition juste.

À l'échelle nationale, ces plans constituent un premier pas pour susciter la confiance dont la population a besoin pour appuyer des changements structurels.

À cette fin, il est nécessaire qu'un plan assorti d'un calendrier pour une transition énergétique garantisse:

- une période déterminée avec des garanties salariales et de sécurité de l'emploi pour les travailleurs/euses concernés;
- des garanties de pension pour les travailleurs plus âgés au-delà de la période définie;
- une acquisition des compétences et des redéploiements avec des possibilités d'emploi décent pour les plus jeunes travailleurs;
- des mesures de protection sociale pour soutenir la population durant la transition; et
- des investissements dans le renouvellement communautaire, y compris des constructions et des services liés aux énergies renouvelables.

De même, le dialogue social et la négociation collective aux niveaux de l'industrie et de l'entreprise sont essentiels pour garantir la transformation industrielle nécessaire pour assurer un avenir à zéro émission de carbone.

La CSI a établi un Centre pour une transition juste en partenariat avec la CES et d'autres alliés en vue d'appuyer le dialogue social et la recherche nécessaire pour négocier les plans nationaux et industriels.

Tel est le défi le plus important auquel sera confronté le monde au cours des 30 années à venir, mais nous devons commencer dès à présent ou nous perdrons la guerre contre le changement climatique, avec de terribles conséquences pour tous les travailleurs/euses et leurs communautés.

Le capital des travailleurs – nos caisses de retraite – peut jouer un rôle important moyennant des investissements conformes à l'objectif de limitation du réchauffement planétaire à 2°C ou moins. Autrement dit, quel que soit l'établissement où sont investies nos caisses de retraite, il sera nécessaire d'exiger des entreprises qu'elles comptent un plan énergétique et des dispositions industrielles, logistiques et de services garantissant une transition juste.

Le rapport de la CSI *Vers une croissance de l'emploi vert et décent* met en évidence les résultats potentiels impressionnants en termes de création d'emplois grâce à des mesures en faveur d'une économie verte dans six industries: la construction, les transports, l'énergie, l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'eau. L'OIT a calculé qu'au moins 60 millions d'emplois pourraient être créés et selon New Climate Economy l'investissement nécessaire dans l'infrastructure s'élèverait à 90 billions USD d'ici 2030. Cela signifie de nouveaux emplois.

Nombreux sont les cas de croissance de l'emploi sous l'effet de la récente évolution technologique dans les industries et services traditionnels et nouveaux, et les syndicats sont en première ligne de l'action de plaidoyer dans nombre d'industries. Le soutien aux organisations affiliées dans leur demande d'une transformation industrielle et d'un dialogue en la matière doit être une priorité.

Objectifs

1. Mettre davantage l'accent sur le climat dans le programme des organisations affiliées et dans leurs actions de plaidoyer auprès de l'opinion publique et de leur gouvernement dans le cadre de la campagne « Les syndicats pour le climat ».
2. Organiser les travailleurs et les travailleuses en ce qui concerne les questions climatiques et environnementales.
3. Garantir la mise en œuvre d'un accord mondial et réclamer un renforcement de l'ambition des gouvernements de protéger la vie et les emplois des travailleurs et des travailleuses.
4. Établir un Centre pour une transition juste, en partenariat avec les alliés de la société civile et des entreprises bien disposées, en vue de soutenir des plans aux niveaux de l'entreprise, sectoriel et national visant à réduire les émissions et incluant des projets sociaux et d'emploi nécessaires à la transformation industrielle.
5. Assurer des investissements publics et des fonds de pension pour promouvoir la transformation industrielle de tous les secteurs économiques et industries, et garantir des mesures de transition juste.

2017

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Promouvoir la campagne « Les syndicats pour le climat » en vue de mieux faire connaître le rôle de chef de file des syndicats et leur engagement dans la lutte contre le changement climatique aux échelons national, régional et international, en alliance avec des communautés locales et des partenaires de la société civile.
- Encourager et appuyer la mobilisation des organisations affiliées et un plaidoyer syndical soutenu auprès de leur gouvernement en vue de la mise en œuvre de l'accord mondial assorti de plans nationaux pour une transition juste.
- Mener des actions de plaidoyer lors des négociations des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) et auprès d'autres instances concernées, y compris le G20 en Allemagne en 2017.
- Lancer une campagne auprès des entreprises sur le « droit à l'information » – modèle de campagne électronique pour les organisations affiliées et les partenaires appelant les consommateurs et les travailleurs/euses à faire pression sur les entreprises pour qu'elles s'engagent publiquement en ce qui concerne leurs plans pour une transition juste vers un avenir à zéro émission de carbone.
- Conjointement avec les membres du Comité sur le capital des travailleurs (CWC), soumettre des résolutions d'actionnaires en vue d'obtenir des engagements des entreprises, promouvoir des investissements pour une transformation industrielle et la création d'emplois dans les énergies renouvelables, et réclamer la diligence raisonnable des investisseurs.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Soutenir un engagement ferme des syndicats à l'échelle nationale dans la mise en œuvre des politiques en matière de développement durable dans le cadre du Programme 2030.
- Soutenir la recherche et la mise en œuvre des plans pour une transformation industrielle dans six pays.
- Organiser des tables rondes avec les organisations affiliées et les FSI sur les plans pour une transition juste dans le cadre des négociations sur la transformation industrielle.

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Stratégies juridiques et campagnes concernant les droits des travailleurs – lier les violations des droits des travailleurs à l'impact climatique/transition juste.

Nouveaux fronts de la CSI: Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement

Faits saillants

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Les études de la série *Scandale* dénonçant la main-d'œuvre massive cachée dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, qui représente jusqu'à 94 pour cent dans 50 des plus grandes entreprises dans le monde en Asie, en Afrique et en Amérique latine, seront finalisées au cours des semaines à venir.
- La campagne sur Samsung « Technologie moderne – conditions de travail médiévales » a été lancée.
- Campagne numérique – adhésions pour participer aux actions de la campagne en ligne afin que Samsung mette fin à sa politique antisyndicale.
- Éditions *Scandale* – rapport d'enquête « Samsung à découvert – technologie moderne, conditions médiévales ».
- La plateforme multimédia « Samsung à découvert » décrit des histoires de travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement en Indonésie et aux Philippines, détaillant les emplois à bas salaire, peu sûrs et précaires, l'élimination des syndicats et les conditions de travail dangereuses.
- Bande-annonce de la campagne sur Samsung « Technologie moderne – conditions de travail médiévales ».
- Série de blogs de la CSI sur *Huffington Post* dénonçant les scandales liés à Samsung.
- Partenariats avec SHARPS, Sum of Us et d'autres groupes de campagnes mondiales, et intérêt porté à la campagne par les organisations affiliées et les Fédérations syndicales internationales.
- Discussion à la CIT sur les chaînes d'approvisionnement, première étape vers une Convention.
- Guide OCDE sur le devoir de diligence: collaboration TUAC/CSI/FSI pour renforcer le cadre de devoir diligence dans le projet actuel.
- Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales: la TUAC, en collaboration avec des ONG, a élaboré un indice de performance pour les Points de contact nationaux.
- Guide sur la liberté syndicale dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.
- Rapport *Equal Times* « Recommandation 204 de l'OIT: éradication du travail informel ».
- Soutien continu à un Traité des Nations unies sur les entreprises et les droits humains.
- Programme du G20 en 2017 – chaînes d'approvisionnement mondiales.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Quinze pays dans trois régions avec des plans de campagne.
- Trois campagnes transfrontières:
 - Samsung
 - Chaîne d'approvisionnement à travers le canal du Panama, l'Amérique centrale vers l'Europe/Royaume-Uni
 - MTN – réseau de télécommunications
- Réunions de coordination régionales dans trois régions, y compris la formation des coordinateurs nationaux/organiseurs en Asie et en Amérique latine. L'Afrique est prévue.
- Ateliers sur la protection sociale dans dix pays.

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Recensement des cadres juridiques dans trois pays.
- Clinique juridique pilote aux Philippines.

Défis

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- État de droit:
 - Convention de l'OIT;
 - Guide sur le devoir de diligence (OCDE);
 - devoir de diligence obligatoire dans la législation nationale;
 - soutien du G20 en matière de droits, de protection sociale, de salaires minimums vitaux, de négociation collective et de conformité.
- Campagnes ciblant les investisseurs destinées à soutenir les campagnes sur les entreprises.
- Renforcement des campagnes transfrontières ciblées.
- Dialogue social pour renforcer la responsabilité du gouvernement dans le cadre du Programme 2030 des Nations unies – objectif 8.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Renforcement des campagnes nationales.
- Formation d'appui aux équipes d'organisation nationales.
- Dialogue social pour les plans nationaux dans le cadre du Programme 2030 des Nations unies.

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Élargissement des cliniques juridiques.
- Recensement de cas nationaux.
- Plaintes d'investisseurs auprès de l'OCDE.
- Plaintes auprès de la Cour interaméricaine.
- Cas dans les pays où sont établies certaines EMN.



Aperçu général

LE COMMERCE MONDIAL DÉPEND D'UNE MAIN-D'OEUVRE CACHÉE REPRÉSENTANT 94 POUR CENT DE LA POPULATION ACTIVE.

Les gouvernements sont de plus en plus soumis à des entreprises qui imposent leur politique et réglementation. Le pouvoir des grandes entreprises domine la politique commerciale ainsi que les marchés financiers et des produits, représentant 80 pour cent de la valeur du commerce mondial, dont 60 pour cent de la production dépendant actuellement des chaînes d'approvisionnement.

Le travail n'est pas une marchandise: ce principe s'inscrit au cœur même de la Constitution de l'OIT. Toutefois, des salaires de misère et des emplois peu sûrs ou précaires, trop souvent dans des conditions dangereuses, dominent le commerce mondial. Il s'agit d'un modèle qui exploite impitoyablement les travailleurs, où prédominent l'esclavage et le travail informel tout au long des chaînes d'approvisionnement.

L'intégration de l'approvisionnement, de la production, des transports, de la logistique et des services signifie que tous les types d'entreprises sont impliqués. Toutefois, bien que le PIB mondial ait triplé en trente ans, ce modèle est responsable de l'aggravation des inégalités, outre la pauvreté généralisée des travailleurs et la stagnation de l'économie.

Jusqu'à 94 pour cent des travailleurs dans nos chaînes d'approvisionnement font partie d'une main-d'œuvre cachée – une main-d'œuvre qui, selon les dirigeants d'entreprises, est composée d'hommes et de femmes anonymes dans la mesure où l'emploi et, logiquement, également la responsabilité sont sous-traités à différentes strates de fournisseurs. Ce modèle garantit que les directeurs généraux ne doivent jamais faire face à l'oppression et aux abus dont sont victimes les êtres humains qui génèrent leurs bénéfices.

En 2015, plus de la moitié de la population en Allemagne, aux États-Unis, en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, pays du G7, considérait qu'on ne pouvait compter sur les grandes entreprises pour veiller aux intérêts des travailleurs/euses. Dans les pays producteurs de l'Indonésie, des Philippines et de la Turquie, 78 pour cent réclamait un salaire minimum vital et 80 pour cent indiquait que les employeurs privilégiaient le profit au détriment de la sécurité.

Dans le *Sondage d'opinion Nouveaux fronts 2016* de la CSI, 82 pour cent de la population considère qu'une entreprise est et devrait être tenue responsable des actions de ses sous-traitants, et 77 pour cent estime que toutes les entreprises devraient rendre publiques à leurs clients toutes les informations concer-

nant tous les contractants et sous-traitants à qui ils font appel.

Nous disposons de lois nationales et de normes internationales, notamment les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales. Dans le même temps, nous constatons le développement d'une industrie de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), représentant 80 milliards USD, qui s'emploie beaucoup plus à masquer les problèmes plutôt qu'à les résoudre. Rien de tout cela ne garantit l'État de droit nécessaire pour assurer un travail décent.

Aujourd'hui, les entreprises sont soumises à une responsabilité juridique limitée dans leur pays dans les cas des violations qu'elles commettent ou auxquelles elles contribuent dans leurs chaînes d'approvisionnement. En effet, les chaînes d'approvisionnement sont structurées de manière à limiter la responsabilité, permettant aux entreprises de bénéficier de sous-traitants sans loi et de pays qui ne peuvent ou ne veulent pas appliquer la loi. Et pourtant, l'appel irresponsable à une plus grande libéralisation du commerce et flexibilité du marché du travail se poursuit.

De nombreuses petites et moyennes entreprises sont également impuissantes face aux pressions exercées par les grandes entreprises pour qu'elles acceptent des contrats à court terme qui ne paient pas suffisamment. Cette absence de concurrence loyale aggrave, à son tour, l'exploitation des travailleurs/euses.

Nous avons accompli des progrès en vue de l'établissement d'un cadre mondial de l'État de droit. Le G7 (2014) a réclamé des mesures en matière de droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement et le renforcement de la mise en oeuvre des Principes directeurs de l'OCDE. Le G20 se penchera sur la question en 2017. L'OIT a tenu une discussion générale en 2016 et convoquera un groupe d'experts en 2017, ce qui représente un pas supplémentaire en vue d'une Convention. L'OCDE finalise actuellement une norme mondiale sur le « devoir de diligence », et nous réclamerons des conditions obligatoires en la matière dans la législation nationale. En outre, nous continuerons de défendre un Traité des Nations unies sur les entreprises et les droits humains.

Grâce à l'adoption des objectifs de développement durable des Nations unies (Programme 2030), la responsabilité des entreprises en matière de travail décent (objectif 8), l'égalité entre les sexes (objectif 5) et le développement durable (objectif 13) sont clairs, et les gouvernements doivent veiller à ce que les entreprises répondent de leurs actes.

Notre campagne visant à cibler les chaînes d'approvisionnement mondiales, à révéler l'impact et la main-d'œuvre cachée des grandes entreprises, ainsi que leur richesse et leur pouvoir, appuyée par des campagnes d'organisation nationales et régionales, a été lancée dans les trois régions. « Halte à la cupidité des entreprises » est le slogan mondial de cette campagne « Nouveaux fronts ».

Sous le logo « Halte à la cupidité des entreprises », les syndicats s'organisent pour réclamer des salaires minimums vitaux et une négociation collective, un travail sûr, la formalisation du travail informel dans les chaînes d'approvisionnement, l'éradication de l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement et une protection sociale universelle.

La campagne sur Samsung lancée par la CSI/IndustriALL, intitulée « Technologie moderne, conditions de travail médiévales », dénonce sa culture unique d'oppression, y compris l'intimidation flagrante par des responsables pour occulter l'utilisation de produits chimiques mortels invoquant des « secrets commerciaux » et l'interdiction totale des syndicats dans les entreprises. www.samsungexposed.org

Il est prévu de cibler d'autres entreprises en Afrique et en Amérique latine en 2017, en prenant en compte notamment l'entreprise sudafricaine MTN.

Les FSI augmentent le nombre d'accords-cadres mondiaux, intégrant de plus en plus la diligence raisonnable, sa mise en œuvre ainsi que la négociation salariale au niveau sectoriel. L'Accord de Bangladesh, qui sert de base à l'établissement de normes nationales en matière de sécurité, a permis d'assurer des améliorations considérables en matière de sécurité et constitue un modèle en ce qui concerne d'autres questions et dans d'autres pays.

L'année 2017 sera une année significative pour renforcer notre mise à jour des scandales reflétant le déficit de travail décent dans les chaînes d'approvisionnement, élargir les campagnes sur l'organisation ainsi que les campagnes ciblées des organisations affiliées et consolider l'État de droit à l'échelle mondiale.

Objectifs

1. Établir des syndicats plus forts.
2. Garantir des salaires minimums vitaux soutenus par des systèmes durables.
3. Assurer une protection sociale.
4. Modifier le comportement des entreprises dans leurs chaînes d'approvisionnement afin de:
 - éradiquer le travail forcé et informel;
 - payer un salaire minimum vital;
 - élargir la négociation collective et garantir un travail sûr et sans danger; et
 - éliminer l'évasion fiscale, dénoncer la corruption et empêcher la conduite d'affaires dans les États esclavagistes.

2017

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Samsung à découvert: « Technologie moderne, conditions de travail médiévales ».
- Cupidité des entreprises – à travers le canal du Panama.
- Forum sur le salaire minimum dans quatre régions.
- Objectifs concernant les actions numériques.
- État de droit à l'échelle mondiale – G20/OIT/OCDE.
- Campagne du CWC ciblant les investisseurs.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Élargir les pays ciblés dans chaque région.
- Auditions de travailleurs documentées dans six pays.
- Renforcement des campagnes locales.
- Approfondissement des compétences en matière d'organisation.

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Cliniques juridiques.
- Affaires auprès de tribunaux nationaux.
- Plaintes auprès de l'OIT.
- Plaintes auprès de l'OCDE.

Nouveaux fronts de la CSI: L'élimination de l'esclavage

Faits saillants

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Sept ratifications et entrée en vigueur du Protocole de l'OIT sur le travail forcé en 2016.
- Développement de projets pilotes pour le site web *Migrant Recruitment Monitor* (Suivi du recrutement des migrants) dans quatre pays.

QATAR

- Mission tripartite de haut niveau de l'OIT à Doha.
- Qatar à découvert – plateforme multimédia.
- Rapport Ruggie sur les droits et la diligence raisonnable en ce qui concerne la FIFA.
- Établissement d'un Centre pour les droits lors de grands événements sportifs.

ÉMIRATS ARABES UNIS

- Plainte auprès de l'OCDE au sujet du Louvre.

MAURITANIE

- Ratification du Protocole de l'OIT sur le travail forcé.
- Libération de Biram Abeid et d'autres militants contre l'esclavagisme.
- Mise en oeuvre d'une stratégie de campagne syndicale nationale avec des syndicalistes et des groupes de la société civile oeuvrant en ce qui concerne des questions importantes en matière d'esclavage et de liberté syndicale, renforçant ainsi la pression exercée à l'échelle internationale.

ITALIE

- Le gouvernement, des syndicats représentant les travailleurs de l'agriculture, l'inspection du travail nationale, des organisations d'employeurs et des ONG ont signé un Protocole définissant les actions communes visant à combattre le *caporalato* – les chefs de bande recrutant des travailleurs dans l'agriculture dans des conditions d'esclavage moderne.
- Le projet de loi visant à interdire le *caporalato* a été soumis au Parlement.

PARAGUAY

- Achèvement du recensement des violations des droits des travailleurs dans la province du Chaco et présentation à l'OIT.

OUZBÉKISTAN

- Suivi continu du travail forcé.
- Engagement du gouvernement à ratifier la C87 et à examiner le Protocole sur le travail forcé.
- Collaboration entre la CSI et la FTUU pour renforcer la clinique juridique.

Défis

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Accélération du taux de ratification, recensement des objectifs ciblant des entreprises.

QATAR/ÉMIRATS ARABES UNIS

- Diminution du nombre de travailleurs dans des conditions abusives, à bas salaire et sans réforme sérieuse de la part du gouvernement.

MAURITANIE

- Respect de la liberté syndicale par le gouvernement et mise en oeuvre du plan d'action national visant à éliminer l'esclavage.
- Organisation des travailleurs/euses domestiques.

ITALIE

- Adoption et entrée en vigueur d'une loi interdisant le *caporalato* et ratification du Protocole de l'OIT sur le travail forcé.

PARAGUAY

- Renforcement de la présence syndicale locale en vue d'organiser les travailleurs/euses autochtones dans la province du Chaco et recensement des chaînes d'approvisionnement.

OUZBÉKISTAN

- Ratification de la C87 de l'OIT et accomplissement de nouveaux progrès sur la voie de l'élimination du travail forcé.

TURKMÉNISTAN

- Développement d'une stratégie de campagne.

Aperçu général

L'économie mondiale est gangrenée par l'esclavage moderne et l'exploitation par le travail. Les investisseurs placent leur argent dans des pays où la main-d'oeuvre est bon marché, même si le travail forcé est généralisé dans différents secteurs, notamment le travail domestique et la prestation de soins, l'agriculture, la construction, l'industrie manufacturière et le secteur du divertissement. Les travailleurs/euses migrants et les populations autochtones sont particulièrement vulnérables.

Les estimations minimales des travailleurs/euses victimes de travail forcé ont constamment augmenté durant les dernières décennies, s'élevant actuellement à 45 millions.

Le travail forcé persiste dans des pays confrontés à des questions relatives à l'esclavage historique et culturel, comme la Mauritanie, alors que la traite à des fins de travail forcé est en hausse dans les pays industrialisés. Le modèle de l'esclavage, le système de la kafala, au Qatar et dans les États du Golfe constitue un exemple particulièrement flagrant et est désormais un scandale de dimension mondiale.

Dans l'économie mondiale, le travail forcé dans le secteur privé génère 150 milliards USD par an. Dans tous les pays, des employeurs et des recruteurs sans scrupules exploitent de plus en plus les lacunes dans la législation internationale en matière de travail et de migration et sa mise en oeuvre. Après le trafic de drogues et d'armes, la traite d'êtres humains constitue désormais la troisième activité criminelle la plus importante du monde.

Les chaînes de l'esclavage ne peuvent être brisées que si les travailleurs et les travailleuses s'organisent et font campagne pour intensifier les appels lancés dans le monde pour éliminer l'esclavage et mettre un terme au travail forcé.

Les gouvernements ont massivement soutenu, en 2014, l'adoption d'un nouveau traité pour endiguer la montée de l'esclavage moderne. Il est à présent temps d'appeler les gouvernements à remplir leurs engagements à l'échelle internationale, à ratifier le Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé et à élaborer un plan d'action national ferme. Le système de la kafala financé par les États du Golfe et d'autres politiques d'entreprise qui facilitent les pires formes d'exploitation sont désormais un scandale de dimension mondiale et doivent être abolis. Cet élan mondial est une occasion pour les travailleurs/euses et les syndicats de renverser la tendance de l'emploi de plus en plus précaire, informel et illégal.

Il va sans dire que la lutte pour les droits des travailleurs/

euses va bien au-delà de l'élimination de l'esclavage. Nous voulons bien plus que simplement la fin de l'esclavage pour les travailleurs/euses au 21^e siècle. Nous voulons des conditions salariales et de travail décentes, le respect des normes du travail et sociales, ainsi que la protection des droits et des libertés. L'élimination de l'esclavage moderne est un point de départ vers un travail décent pour tous.

Le Congrès de la CSI à Berlin en 2014 a confirmé la lutte pour éliminer l'esclavage moderne comme l'une des trois campagnes « Nouveaux fronts » du mouvement syndical mondial, visant à promouvoir une large ratification du Protocole de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé, 1930; à soutenir les organisations syndicales locales aux endroits particulièrement exposés à l'esclavage moderne afin de provoquer un changement; et à tenir les gouvernements et les entreprises responsables lorsque la responsabilité de la persistance de l'esclavage moderne dans l'économie mondiale leur incombe.

La liberté syndicale signifie que les travailleurs et les travailleuses peuvent se libérer. La liberté syndicale est un droit préalable à l'exercice de tous les autres droits, et la syndicalisation est l'instrument le plus efficace pour combattre l'esclavage et le travail forcé. Lorsque la liberté syndicale est respectée et les travailleurs/euses ont le droit de s'organiser librement, la fin de l'esclavage, du travail des enfants et d'autres pratiques du travail inacceptables est garantie.

Les entreprises qui adoptent un modèle commercial basé sur l'esclavage moderne et les gouvernements qui facilitent l'exploitation des personnes moyennant des lois obsolètes ont été mis en garde. Les consommateurs, les membres syndicaux et les travailleurs/euses font campagne et s'organisent pour mettre fin à l'esclavage des temps modernes.

Objectifs

1. Seize ratifications du Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé de l'OIT d'ici fin 2016 et 50 ratifications d'ici fin 2018.
2. Élimination du travail forcé aux endroits particulièrement exposés dans le monde.
3. Obtention d'une indemnisation effective de l'État et des entreprises en cas de travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement.

2017

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Ratification du Protocole de l'OIT sur le travail forcé par 38 pays (75 % des 50 d'ici 2018).
- Documentation des violations dans le cadre de deux litiges stratégiques.
- Pressions exercées sur les gouvernements et les institutions internationales, y compris des sanctions commerciales.
- Établissement d'une plateforme mondiale pour suivre le recrutement des travailleurs/euses migrants.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Programmes de formation destinés à soutenir les organisations affiliées en matière d'organisation des travailleurs/euses migrants.
- Soutien aux organisations affiliées et aux Fédérations syndicales internationales en cas de conflit sur le lieu de travail.
- Appui technique aux campagnes nationales dans dix pays cibles supplémentaires.
- Création d'un site web local pour suivre le recrutement des travailleurs/euses migrants dans quatre pays pilotes.

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Dépôt de plaintes dans le cadre des mécanismes de contrôle internationaux (OIT, OCDE...) en cas d'esclavage moderne.
- Lancement de procédures de règlement des litiges stratégiques à l'encontre de deux entreprises.

Priorités de la CSI:

Pays à risque

Faits saillants

BAHREÏN

- Stratégies en matière d'organisation et de négociation collective développées dans des domaines où les travailleurs/euses migrants sont employés.
- Trente pour cent de participation des femmes dans la nouvelle équipe de dirigeants de la GBFTU.

CAMBODGE

- Les États-Unis et le Parlement de l'Union européenne ont adopté des résolutions concernant les dispositions antisyndicales de la loi sur les syndicats au Cambodge.
- Trente syndicats dans le pays se sont unis dans la campagne contre les restrictions à la liberté syndicale dans la loi.
- La CAN de l'OIT (2016) a autorisé une mission de contact pour se rendre dans le pays au début de l'année prochaine.

COLOMBIE

- Les syndicats se sont unis pour soutenir l'accord de paix.
- Soutien international continu, y compris la mise à jour des violations pour faire face aux attaques généralisées de syndicalistes et des violations des droits des travailleurs.

GUATEMALA

- Les syndicats et le mouvement social sont parvenus à rejeter une législation visant à réduire le salaire minimum et ont lancé une campagne pour un salaire décent en août 2016.
- Des progrès ont été accomplis dans le cadre de l'organisation du secteur de la banane.
- Le Bureau du procureur public du Guatemala a adopté un protocole d'enquête pour les crimes commis contre des syndicalistes.

HAÏTI

- Développement d'un programme de formation sur le renforcement des capacités en matière de sécurité sociale.
- Augmentation du nombre d'adhérents aux syndicats nationaux dans le secteur textile.
- Mise sur pied d'un comité intersyndical pour le travail décent dans les ZFE, servant de mécanisme de coopération, de solidarité et d'unité d'action.

CORÉE

- Mobilisation syndicale massive et solidarité internationale contre l'accroissement des violations des droits humains et syndicaux en Corée, et contre l'arrestation et la condamnation du président de la KCTU.

MAURITANIE

- Ratification du Protocole 129 de l'OIT sur le travail forcé.
- Campagne conjointe de syndicalistes et de la société civile contre l'esclavage et pour la liberté syndicale.

MEXIQUE

- Engagement du gouvernement en faveur d'une réforme de la Constitution et de la législation du travail susceptible de mettre fin aux contrats de protection.

ZIMBABWE

- Le ZCTU a gagné des procès contre les employeurs et la police en ce qui concerne la collecte des cotisations syndicales, des actions revendicatives, la discrimination antisyndicale et la mise en œuvre des conventions collectives

SWAZILAND

- Amendement à la loi sur les relations professionnelles et enregistrement du TUCOSWA et de l'ATUSWA.
- Libération de quatre militants syndicaux.
- La CAN de l'OIT a demandé au gouvernement d'engager des consultations significatives avec les partenaires sociaux afin de mettre la loi sur la répression du terrorisme et la loi sur l'ordre public en conformité avec la C87.

Défis

BAHREÏN

- Respect de la liberté syndicale par le gouvernement, en particulier pour les travailleurs/euses migrants, et mise en œuvre de la stratégie en matière d'organisation.

CAMBODGE

- Élargissement de la couverture du salaire minimum légal au-delà des travailleurs/euses de l'habillement; renforcement de la sécurité de l'emploi pour les travailleurs/euses de l'habillement; lutte contre la fragmentation syndicale; respect de la liberté syndicale par les entreprises.

COLOMBIE

- Garantie du respect de l'accord de paix.

GUATEMALA

- Mise en œuvre de la feuille de route de l'OIT; condamnations pour les assassinats de syndicalistes; fin des atteintes à la liberté syndicale et à la négociation collective; lutte contre la fragmentation syndicale; résolution des difficultés en matière d'organisation dans le secteur privé.

HAÏTI

- Lutte contre la fragmentation syndicale; accroissement de la représentation des femmes dans les syndicats; renforcement de la couverture de la sécurité sociale; respect de la liberté syndicale par les entreprises.

CORÉE

- Libération des dirigeants syndicaux emprisonnés; garantie de la liberté de réunion sans ingérence du gouvernement.

MAURITANIE

- Respect de la liberté syndicale par le gouvernement.
- Application de la loi garantissant que les responsables de la pratique de l'esclavage fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites.

MEXIQUE

- Fin de l'utilisation des contrats de protection; obtention de l'approbation de la législation du travail fédérale au Sénat.

SWAZILAND

- Résolution des questions liées à la perception des cotisations.
- Fin de la surveillance de syndicalistes par la police et de la censure des débats sur la démocratie.

ZIMBABWE

- Garantie du paiement des salaires.
- Amélioration du projet de loi d'amendement à la loi sur le travail.
- Fin des arrestations préalables à la tenue de manifestations.
- Fin de l'intimidation à l'encontre du ZCTU par le ZANU-PF lors de manifestations.
- Annulation de la décision de refus d'enregistrement du ZFTAWU.

Aperçu général

La stratégie de la CSI concernant les « pays à risque » est un programme central en matière de droits humains et syndicaux; elle comporte une liste détaillée des pays dans lesquels la démocratie et les droits font l'objet d'atteintes. Dans ces pays, nos organisations affiliées seront engagées dans des luttes de libération, feront face aux conflits et/ou s'opposeront à la discrimination et à l'oppression tant par les gouvernements que par les entreprises, dans un contexte marqué par une profonde inaptitude à garantir les lois assurant les droits fondamentaux à tous les travailleurs/euses.

L'Indice CSI des droits dans le monde classe 141 pays à la lumière de 97 indicateurs reconnus au niveau international en vue de déterminer où les droits des travailleurs/euses sont mieux protégés, tant dans la loi que dans la pratique.

L'Indice CSI des droits dans le monde 2016 révèle que les droits des travailleurs ont été affaiblis dans pratiquement toutes les régions du monde. L'année 2016 a été la pire année en termes d'atteintes à la liberté d'expression et à la démocratie. Les restrictions à la liberté d'expression et de réunion, notamment les graves atteintes dans certains pays, ont augmenté de 22 %, et des restrictions ont été enregistrées dans 50 pays sur les 141 faisant l'objet de l'enquête.

Les principales conclusions du rapport révèlent que 82 pays excluent les travailleurs/euses de la législation du travail et dans plus de deux tiers des pays, les travailleurs/euses ne bénéficient pas du droit de grève. Plus de la moitié des pays privent une partie ou l'ensemble des travailleurs/euses de la négociation collective.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord étaient, une fois de plus, les pires régions pour les travailleurs/euses au regard des droits fondamentaux du travail. Alors que les pays en Europe et en Asie centrale continuent d'offrir la meilleure protection des droits syndicaux aux travailleurs/euses, ils enregistrent la plus forte détérioration de ces droits, reflétant une claire érosion des législations et des institutions dans les pays qui garantissaient autrefois des droits et des lieux de travail démocratiques.

La Colombie, l'Égypte, le Guatemala, l'Indonésie et l'Ukraine sont des pays où les travailleurs/euses sont confrontés aux pires formes de violence. Même si l'on enregistre une légère baisse du nombre de pays où des travailleurs/euses ont été tués en raison de leurs activités syndicales, le nombre de pays où ils font l'objet de violence est passé de 36 en 2015 à 52 en 2016.

Indice CSI 2016 des droits dans le monde



Les dix pires pays au monde pour les travailleuses et les travailleurs

BÉLARUS	CHINE	COLOMBIE	CAMBODGE	EAU	GUATEMALA	INDE	IRAN	QATAR	TURQUIE
<ul style="list-style-type: none"> • Manifestations réprimées • Discrimination • Travail forcé 	<ul style="list-style-type: none"> • Travail précaire • Discrimination • Arrestations • Absence de diligence raisonnable 	<ul style="list-style-type: none"> • Assassinats • Atteintes à la négociation collective • Discrimination 	<ul style="list-style-type: none"> • Violences policières • Mesures répressives 	<ul style="list-style-type: none"> • Travail forcé • Migrants exclus du droit du travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Assassinats • Atteintes à la négociation collective • Discrimination 	<ul style="list-style-type: none"> • Violence • Ample pans de la main-d'œuvre exclus du droit du travail • Arrestations 	<ul style="list-style-type: none"> • Incarcérations • Discrimination • Mesures répressives 	<ul style="list-style-type: none"> • Travail forcé • Migrants exclus du droit du travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Brutalité policière • Arrestations collectives • Discrimination

Résultats par région

- 5+ Les droits ne sont pas garantis du fait de l'absence de l'État de droit
- 5 Les droits ne sont pas garantis
- 4 Violations systématiques des droits
- 3 Violations régulières des droits
- 2 Violations réitérées des droits
- 1 Violations sporadiques des droits
- Aucune donnée

Europe

L'austérité est un échec et pourtant des gouvernements en Europe continuent d'attaquer les droits des travailleurs et de trop nombreux pays refusent d'accueillir des réfugiés et de leur octroyer le droit de travailler

2,47

3,16

Amériques

3,32

Afrique

4,26

Moyen-Orient et Afrique du Nord

L'esclavage dans les États du Golfe fait de la région l'une des pires au monde pour les travailleurs

Asie/Pacifique

4

L'Indice CSI 2016 des droits dans le monde porte sur 141 pays qui ont fait l'objet d'un rapport d'avril 2015 à mars 2016. La CSI documente les violations des droits collectifs au travail internationalement reconnus commises par des gouvernements et des employeurs; chaque pays est analysé à la lumière d'une liste de 97 indicateurs découlant des conventions et de la jurisprudence de l'OIT, représentant chacun une violation des droits des travailleurs dans la loi ou dans la pratique. La note finale du pays détermine la catégorie dans laquelle celui-ci va être classé. Il existe cinq catégories, de 1, la meilleure, à 5, le pire classement qu'un pays puisse obtenir.

Le Cambodge, l'Inde, l'Iran et la Turquie ont fait leur entrée, pour la première fois en 2016, dans le classement des dix pires pays pour les travailleurs/euses.

Parmi les normes fondamentales du travail, les Conventions 87 et 98 sont les moins ratifiées. Dans le cadre du suivi de la déclaration réclamant une ratification universelle et compte tenu de l'accord avec les employeurs concernant la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (n° 87), la CSI appelle à une action et à un engagement nouveaux pour promouvoir ces Conventions.

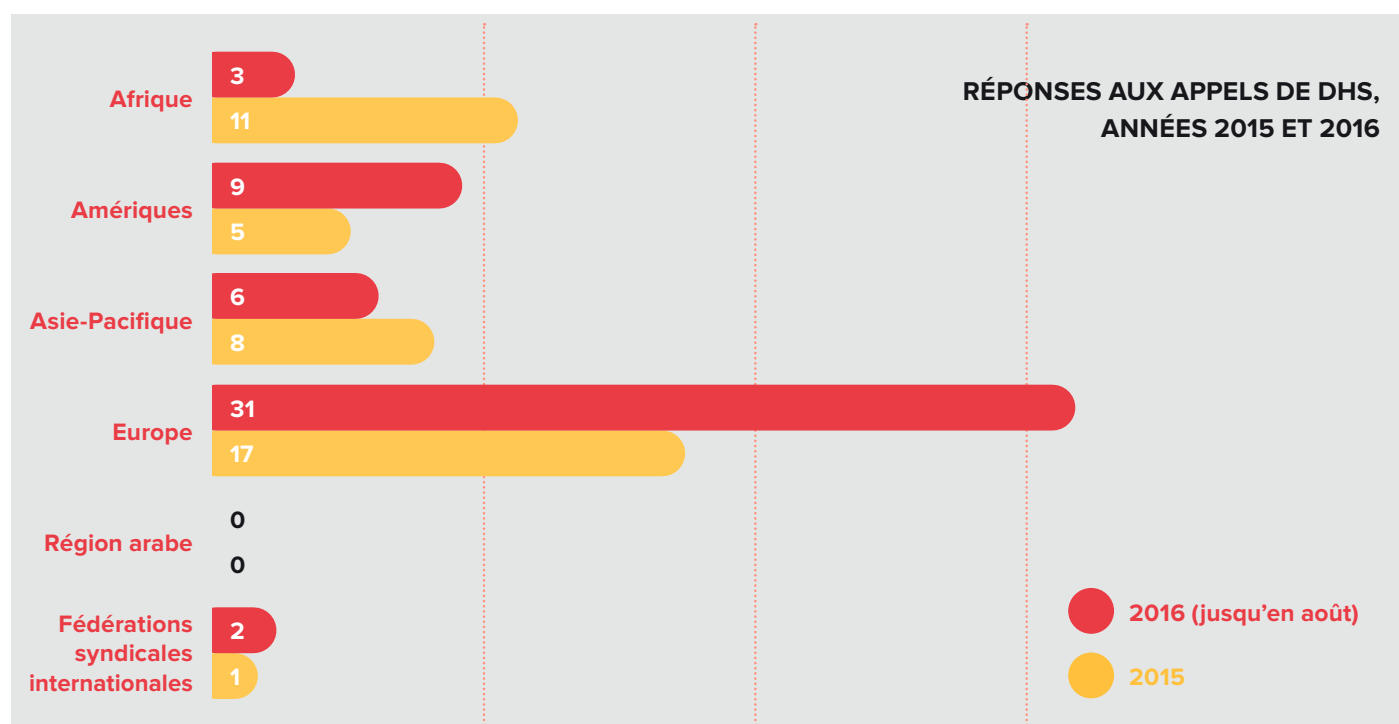
Convention 87: 153 pays sur les 187 États membres de l'OIT ont ratifié la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (n° 87). Trente-quatre pays n'ont toujours pas ratifié la C87:

- **ASIE-PACIFIQUE (17):** Afghanistan; Brunei Darussalam; Chine; îles Cook; Inde; République de Corée; République démocratique populaire lao; Malaisie; îles Marshall; Népal; Nouvelle-Zélande; Palau; Singapour; Thaïlande; Tonga; Tuvalu; Vietnam;
- **RÉGION ARABE (9):** Bahreïn; République islamique d'Iran; Irak; Jordanie; Liban; Oman; Qatar; Arabie saoudite; Émirats arabes unis;
- **AFRIQUE (5):** Guinée-Bissau; Kenya; Maroc; Soudan du Sud; Soudan;
- **EUROPE (1):** Ouzbékistan;
- **AMÉRIQUES (2):** Brésil; États-Unis.

Convention 98: 164 pays sur les 187 États membres de l'OIT ont ratifié la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (n° 98). Vingt-trois pays n'ont toujours pas ratifié la C98:

- **ASIE-PACIFIQUE (14):** Afghanistan; Brunei Darussalam; Chine; îles Cook; Inde; République de Corée; République démocratique populaire lao; îles Marshall; Myanmar; Palau; Thaïlande; Tonga; Tuvalu; Vietnam;
- **RÉGION ARABE (6):** Bahreïn; République islamique d'Iran; Oman; Qatar; Arabie saoudite; Émirats arabes unis;
- **AFRIQUE (0);**
- **EUROPE (0);**
- **AMÉRIQUES (3):** Canada; Mexique; États-Unis.

En 2016, la CSI a présenté cinq lettres de protestation au sujet des cas suivants: assassinats et détentions arbitraires, et projet de loi sur le travail intérimaire en Turquie; nouvelle vague de répression à l'encontre des syndicalistes en Iran; criminalisation des dirigeants syndicaux en Corée; et attaque criminelle contre Brenda Estrada au Guatemala. Le graphique ci-dessous indique les régions où des lettres de protestation et de solidarité ont été envoyées en réponse aux appels de DHS. Il est manifestement nécessaire de renforcer cette mesure pratique de solidarité.



La CSI appelle dès lors ses organisations affiliées à manifester leur solidarité et à fournir un soutien en répondant de manière plus active aux appels lancés.

La stratégie en matière de droits humains et syndicaux concernant les pays à risque fournit un cadre mondial de plaidoyer et de protection aux syndicats et aux travailleurs/euses dans les pays inscrits sur la liste des pays à surveiller, ainsi qu'une aide stratégique aux syndicats disposant d'un certain espace démocratique dans les pays ciblés.

Les pays figurant sur la liste des pays à risque à surveiller sont ceux où les syndicats et leurs membres se trouvent dans les situations les plus vulnérables. La CSI et ses organisations affiliées contribuent à exercer des pressions afin d'améliorer le respect des droits des travailleurs, pressions qui prennent la forme d'actions de protestation coordonnées à l'échelon mondial, notamment des lettres à l'intention des autorités pertinentes, des mobilisations dans les réseaux sociaux, des actions de lobbying et de protestation auprès des ambassades, des missions syndicales internationales dans les pays, le dépôt de plaintes ou la notification de violations des droits des travailleurs aux mécanismes de contrôle de l'OIT.

Dans les pays ciblés, où l'espace démocratique est plus grand, la CSI se centre sur le renforcement des capacités des structures syndicales existantes en vue de parvenir à des résultats concrets et importants en ce qui concerne le respect des droits humains, des droits des travailleurs et des libertés fondamentales.

Le programme accorde la priorité aux stratégies de syndicalisation ciblées. En augmentant la représentativité géographique et démographique, le programme renforce les organisations, tout en appuyant la croissance des structures syndicales indépendantes. Dans le même temps, les syndicats nationaux contrôlent le respect des droits humains et syndicaux et mènent des campagnes publiques en faveur de la conformité de la législation nationale avec les normes internationales, et ce, avec l'appui du mouvement syndical international.

Dans les deux volets du programme, les syndicalistes locaux victimes de répression ont ainsi la possibilité de faire entendre, directement ou indirectement, leurs préoccupations dans des tribunes internationales, et des rapports sur les violations commises sont envoyés aux mécanismes de contrôle des droits humains aux échelons national, régional et international.

En combinant les activités de plaidoyer et le renforcement des structures syndicales indépendantes, l'on obtiendra

des améliorations significatives dans les réglementations nationales du travail, une plus grande application de la législation grâce à des administrations du travail renforcées et un plus grand respect de la part des entreprises.

En 2017, dix pays seront ciblés pour bénéficier d'un soutien intensif sous la forme de campagnes, avec des plans détaillés afin d'organiser les membres, avec l'appui national et international d'actions juridiques, médiatiques et autres. Une attention toute particulière sera également prêtée à certains pays figurant sur la liste des pays à surveiller où le respect des droits humains et syndicaux fait défaut et où les syndicalistes sont menacés.

La CSI a identifié des objectifs et des actions prioritaires en menant de nombreuses consultations auprès des organisations affiliées dans les pays concernés et en s'appuyant sur l'évaluation des réussites et des enjeux des années précédentes, tels que débattus et confirmés par le Comité des droits humains et syndicaux de la CSI.

Le département des DHS et l'Unité juridique se sont attachés à renforcer les méthodes de travail et la communication en vue d'améliorer la coordination et d'augmenter l'impact de leurs interventions:

- Une réunion annuelle du Comité des droits humains et syndicaux est organisée au niveau mondial juste avant la réunion du Conseil général de la CSI, en vue de faire le bilan des progrès réalisés et de planifier les activités pour l'année suivante.
- Les coordinateurs des DHS sont en contact régulier avec les partenaires chargés de l'exécution et organisent des réunions hebdomadaires de suivi au sein du département.
- Tous les avocats actifs dans la défense des droits syndicaux et les conseillers politiques nationaux peuvent compter sur le savoir-faire et l'expérience d'un réseau mondial de 150 avocats spécialistes des droits syndicaux et du travail.
- Les mises à jour sur l'évolution de la situation, les appels à l'action, les pétitions, les campagnes demandant l'envoi de lettres, etc., relevant des campagnes nationales sont diffusés via les réseaux régionaux des DHS.
- Les informations actualisées sont également partagées avec les organisations solidaires ayant un intérêt particulier à soutenir une campagne nationale particulière.
- Les réseaux régionaux sont dotés de coordinateurs des DHS régionaux, siégeant au sein des organisations régionales de la CSI, proches des organisations affiliées.
- Chaque année, avant la Conférence internationale du travail, une réunion du réseau régional est organisée dans chaque région à des fins d'évaluation et de planification stratégique, pour préparer les délégués des travailleurs à la Conférence à venir et pour coordonner, suivre et évaluer les activités en matière de DHS dans la région.

LISTE DES PAYS À SURVEILLER			LISTE DES PAYS CIBLÉS
Afghanistan	Hong Kong 5	Qatar 5	Bahreïn 4
Algérie 5	Inde 5	Arabie saoudite 5	Cambodge 5
Bangladesh 5	Indonésie 5	Somalie 5+	Colombie 5
Bélarus 5	Iran 5	Soudan du Sud 5+	Guatemala 5
Burundi 5+	Irak 5+	Syrie 5+	Haïti 4
République centrafricaine 5+	Kazakhstan 3	Turquie 5	Corée 5
Érythrée 5+	Libye 5+	Émirats arabes unis 5	Mauritanie 4
Fidji 4	Myanmar 3	Ukraine 5	Mexique 4
République démocratique du Congo 3	Pakistan 5	États-Unis 4	Swaziland 5
Égypte 5	Palestine 5+	Zambie 5	Zimbabwe 5
Gambie	Paraguay 4		
Grèce 5	Philippines 5		

Objectifs

1. Organisation en vue d'établir des syndicats et de soutenir le militantisme syndical.
2. Garantie de la liberté syndicale et de la négociation collective dans la loi et dans la pratique.
3. Réduction du travail informel, dangereux et précaire dans les pays ciblés.
4. Accroissement du nombre de membres syndicaux.

2017

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Développement d'une stratégie de campagne en faveur de la ratification de la C87 et de la C98 dans les pays ciblés.
- Dénonciation de l'inaction et/ou de la complicité des gouvernements dans la privation de la liberté syndicale et d'autres droits fondamentaux du travail.
- Instauration d'une solidarité régionale/mondiale afin de soutenir les pays à risque via les réseaux des DHS.
- Pressions exercées sur les gouvernements et les institutions internationales, y compris des sanctions commerciales.
- Élaboration d'un rapport sur les pays à risque à présenter au Comité des DHS.
- Organisation de missions sur le terrain pour suivre de près et évaluer la situation et les programmes tant dans les pays ciblés que dans les pays à surveiller.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Organisation de séances de formation au niveau national sur le renforcement des capacités en vue de soutenir les organisations affiliées dans l'organisation pour la défense des droits.
- Appui technique aux organisations affiliées et aux Fédérations syndicales internationales en cas de conflit sur le lieu de travail.
- Développement et mise en oeuvre des plans de campagne nationaux dans dix pays ciblés.
- Suivi de près de la situation des droits humains et syndicaux dans les pays inscrits sur la liste des pays à surveiller.

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Gestion de la base de données sur les violations des droits et préparation de l'Indice CSI des droits dans le monde.
- Dépôt de plaintes dans le cadre des mécanismes de contrôle internationaux (OIT, OCDE...) en cas de violations des droits des travailleurs.
- Suivi des cas soumis aux organes législatifs – cours et tribunaux nationaux, tribunaux des droits humains et cours/commissions régionales.
- Appui technique aux organisations affiliées dans les processus de réformes du travail dans leur pays respectif.

Priorités de la CSI:

Cohérence mondiale

Faits saillants

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Le G20 en 2016 (Chine) a maintenu les revendications syndicales, y compris en ce qui concerne le revenu du travail et l'établissement de politiques abordant la création d'emplois et les inégalités.
- Les revendications syndicales et les campagnes concernant les accords commerciaux obtiennent l'appui public et politique:
 - L'UE a convenu que l'AECG (Accord économique et commercial global entre l'UE et le Canada, connu sous le sigle anglais CETA) sera un accord mixte et que la bataille pour la ratification sera dès lors engagée à l'échelle nationale. Forte mobilisation des syndicats nationaux et de l'opinion publique en général, et coordination entre la CES et le CTC condamnant l'accord.
- Les négociations du TTIP sont dans l'impasse. Compte tenu de l'impact des campagnes syndicales et publiques, le TTIP pourrait être abandonné. Les négociateurs sont affaiblis par la perception du RDIE par le grand public, sapant l'État de droit et la démocratie.
- Rapport sur l'ACS: analyse de la CSI (guide servant de matériel pédagogique pour nos organisations affiliées).
- Le mandat de la CNUCED a été réaffirmé mais aucune nouvelle compétence significative n'a été conférée à l'organisation pour promouvoir la réforme du RDIE.
- L'ASEM 2016 s'est réuni en Mongolie. Le Forum syndical Asie-Europe (AELF, sigle en anglais) a été reconnu après 18 ans d'effort, offrant ainsi des possibilités d'engager un dialogue social.
- Institutions financières internationales (IFI) – adoption de la sauvegarde du travail de la Banque mondiale – normes du travail obligatoires comme condition des prêts (août 2016).
- Priorités syndicales visibles lors du Forum politique de haut niveau des Nations unies sur la mise en oeuvre du Programme 2030.
- Les réseaux syndicaux régionaux de développement en Amérique latine, en Afrique et en Asie-Pacifique ont assuré un accès privilégié et une bonne visibilité lors des débats institutionnels régionaux sur le développement.
- Études factuelles sur le dialogue social et la responsabilisation des entreprises en matière de développement.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Renforcement de l'engagement des organisations affiliées, des régions et des FSI dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme 2030.

Défis

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Assurer des résultats concrets dans le cadre des priorités en matière d'emploi du G20 en 2017, sous la présidence de l'Allemagne, en ce qui concerne quatre domaines prioritaires: la participation des femmes au marché du travail; L'avenir du travail; l'intégration des migrants; le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.
- La campagne destinée à obtenir l'engagement des parlementaires à ne pas soutenir le TPP doit être renforcée en obtenant un nouvel appui politique des organisations affiliées nationales.
- OMC: nouvelles questions inscrites à l'ordre du jour sans aborder le premier mandat en matière de développement. Des actions de plaidoyer plus fermes sont nécessaires pour s'opposer aux accords plurilatéraux (qui excluent la grande majorité et créent un fait accompli).
- En 2017, la Conférence des ministres du Travail et de l'Emploi de l'ASEM se tiendra dans un pays asiatique. La CSI et la CTUM soutiennent son organisation au Myanmar où les principales préoccupations syndicales pourraient être mises en évidence.
- Garantir la mise en oeuvre de la nouvelle sauvegarde du travail de la Banque mondiale et des sauvegardes adoptées par d'autres Institutions financières internationales (IFI) – (SFI, BERD, BAfD).
- Contrer les politiques d'austérité et de déréglementation promues par le FMI et présenter des stratégies alternatives de reprise axée sur les salaires et les investissements publics.
- Mettre en oeuvre une stratégie d'engagement syndical dans le cadre du Programme 2030, en renforçant les réseaux de développement régionaux.
- Améliorer les approches communes sur la capacité organisationnelle des initiatives syndicales en matière de solidarité internationale.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Renforcer les capacités pour l'élaboration de rapports de suivi syndicaux nationaux sur la mise en oeuvre du Programme 2030.
- Consolider le dialogue social comme moyen de mise en oeuvre du Programme 2030 en vue de garantir le travail décent comme priorité politique des organismes de développement nationaux, régionaux et internationaux et des donateurs.
- Promouvoir la responsabilisation des entreprises dans les programmes de coopération au développement et garantir le respect des indicateurs du travail décent.

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Renforcer les affaires juridiques concernant les violations des droits des travailleurs auprès des Comités économiques et sociaux régionaux.
- Appuyer les plaintes contre les investisseurs dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE.
- Renforcer l'analyse juridique des cadres réglementaires ayant une incidence sur la planification de la transition industrielle et économique.

Aperçu général

Les défis à relever en matière de cohérence mondiale sont considérables, compte tenu de la stagnation constante de la croissance, des niveaux historiques de chômage, de la diminution de la part des salaires et des atteintes à la protection sociale, lorsqu'elle existe. Les inégalités sont en hausse, la part salariale du revenu national figure parmi les plus faibles de l'histoire et l'expansion rapide des chaînes d'approvisionnement comme modèle dominant du commerce appauvrit les travailleurs et les travailleuses et risque de porter atteinte aux droits des travailleurs. Les niveaux croissants de travail précaire, l'informalité et la sécurité sur le lieu de travail sont des enjeux majeurs pour les syndicats aux quatre coins du monde.

La menace résultant du changement climatique pour la vie et les moyens de subsistance représente un risque mondial majeur. La justice climatique s'inscrit dans le cadre des campagnes « Nouveaux fronts » de la CSI.

La CSI aborde ces questions en faisant campagne en faveur de politiques visant à un investissement dans l'emploi et à la création de la demande moyennant des salaires équitables et une protection sociale au cœur de la croissance économique et de la justice sociale.

Nous nous opposerons aux accords commerciaux qui comportent des dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), sapent les services publics ou limitent l'espace politique national, et qui n'assurent pas la conformité avec les normes fondamentales du travail.

Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement s'inscrit également dans le cadre des campagnes « Nouveaux fronts ». L'accent continuera d'être mis, en 2017, sur le renforcement de la mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, notamment moyennant la diligence raisonnable obligatoire, sur la campagne pour obtenir des résultats concrets sur les chaînes d'approvisionnement mondiales du G20 en 2017, ainsi que sur le plaidoyer pour une Convention de l'OIT.

La promotion du travail décent continue d'être le principal objectif du mouvement syndical en ce qui concerne la politique en matière de développement. Le Programme 2030 des Nations unies a été approuvé en septembre 2015 et comporte les priorités syndicales en ce qui concerne le travail décent, la protection sociale, l'égalité entre hommes et femmes, l'éducation de qualité, la santé, la sécurité ali-

mentaire et énergétique. Les campagnes syndicales ont contribué à l'intégration de l'Objectif 8 sur le plein emploi et le travail décent, ainsi qu'aux engagements en matière de protection sociale. L'accent sera mis, en 2017, sur leur mise en œuvre aux niveaux national, régional et mondial. Le travail du Réseau syndical de coopération au développement (RSCD) aux échelons mondial et régional est un élément central de la capacité de nos organisations affiliées et des organisations solidaires pour renforcer la visibilité et l'impact des syndicats en matière de développement.

La lutte contre les pratiques des entreprises d'évasion fiscale et l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS, sigle en anglais), le retour à une taxation progressive et la garantie que le secteur financier paie sa juste part, notamment une taxe sur les transactions financières (TTF), sont essentiels pour garantir une justice fiscale. Une transition vers des politiques d'investissement à long terme et responsable par les investisseurs institutionnels, notamment les caisses de retraite, sont des ambitions essentielles pour un avenir économique plus équitable.

Le soutien continu des IFI à la déréglementation des marchés du travail et leur opposition à des salaires minimums vitaux et à la négociation collective aggravent l'insécurité de la vie professionnelle des citoyens. Nous continuerons de nous opposer à ces politiques. Le G7 et le G20 offrent la possibilité de défendre des politiques économiques alternatives ainsi qu'un dialogue social mondial. Le renforcement du rôle et de l'impact de l'OIT ainsi que la modification des recommandations politiques de l'OCDE sont indispensables pour promouvoir les droits, l'emploi, des salaires équitables, une protection sociale et des politiques économiques justes.

Des organisations internationales – notamment l'OCDE et l'OIT – et les gouvernements – également dans le cadre du G20 – débattent de nouvelles stratégies en ce qui concerne l'évolution technologique, y compris la prochaine révolution dans la production et l'économie numérique. Ces débats sont souvent menés à huis clos sans la participation des syndicats. Il est important de garantir que les politiques, plans et recommandations industriels et d'innovation soient liés aux politiques d'emploi, fiscales et réglementaires, impliquant dès lors les partenaires sociaux.

L'investissement du capital des travailleurs et les caisses de retraite doivent être gérés de sorte à garantir des revenus de retraite sûrs et à exiger le respect par les entreprises des droits des travailleurs et des normes environnementales, notamment:

- un engagement à révéler où sont investis les fonds des caisses de retraite;
- des procédures transparentes des entreprises en matière de diligence raisonnable et de droits humains;
- des plans d'entreprises pour faire face aux conséquences du changement climatique conformément à l'Accord de Paris sur le climat, ainsi que des engagements des entreprises au dialogue social en vue de garantir une transition juste; et
- la responsabilité des entreprises quant aux risques environnementaux pour les communautés.

La CSI continuera de travailler en partenariat avec la TUAC en la matière ainsi qu'en ce qui concerne d'autres questions liées à la politique économique et sociale

Objectifs

1. Garantir que le plein emploi et le travail décent soient au cœur de la mise en œuvre du Programme 2030 aux échelons national, régional et mondial.
2. Une protection sociale universelle, y compris des socles de protection sociale dans la mise en œuvre du Programme 2030 et dans la promotion de la nouvelle Recommandation n° 204 de l'OIT concernant la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.
3. Des hausses salariales et une réduction des inégalités des revenus, notamment moyennant des salaires minimums vitaux et la négociation collective dans les campagnes syndicales, les accords et la politique en matière de développement.
4. Réclamer la fin de l'évasion fiscale, des pratiques BEPS et de la planification fiscale agressive par les entreprises internationales, et appuyer une réglementation financière et une fiscalité efficaces.
5. Participation syndicale à la planification des entreprises et des gouvernements en vue de mettre en œuvre l'Accord mondial sur le climat intégrant des mesures pour une transformation industrielle et une transition juste.
6. Des politiques sur une transition juste pour les travailleurs/euses dans les secteurs touchés par les changements technologiques et des emplois de qualité – notamment les relations de travail, la négociation collective et la couverture universelle de la protection sociale – dans l'économie numérique.
7. Une administration efficace du capital des travailleurs et l'application de principes d'investissement à long terme dans les investissements par les caisses de retraite et dans toute l'industrie financière.
8. Le respect par les entreprises multinationales des droits humains des travailleurs/euses, notamment dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.
9. Un commerce équitable avec des règles multilatérales soutenant les droits des travailleurs/euses et préservant l'espace politique national, notamment en matière de services publics.
10. Une modification des recommandations des Institutions financières internationales (IFI), de l'OCDE et du G7/G20 en faveur de politiques visant à s'attaquer au déficit d'emplois et aux inégalités et à générer une croissance inclusive.
11. Promouvoir des critères communs concernant la capacité organisationnelle des syndicats dans le cadre des initiatives de solidarité internationales.

2017

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Établir une stratégie d'engagement syndical concernant le suivi et la mise en oeuvre du Programme 2030 (objectifs prioritaires: 1, 5, 8, 10, 13, 16) et renforcer les réseaux régionaux de développement.
- Recherches factuelles sur le rôle du dialogue social dans le Programme 2030 et sur la responsabilisation des entreprises, en accordant la priorité au travail décent dans les politiques des gouvernements.
- Étudier et préconiser des politiques économiques progressistes en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale pour une croissance inclusive, en mettant l'accent sur le changement d'approche du travail de l'OCDE sur les réformes structurelles (et dans le G20) et la révision de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi.
- Faire campagne pour des règles de commerce multilatéral et des droits et contre les accords commerciaux qui ne respectent pas les politiques et les principes de la CSI.
- Renforcer le dialogue social à l'OIT, à l'OCDE, au G7, au G20, dans les blocs économiques régionaux et les agences internationales pour le développement et des plans de transition juste dans le cadre des mesures en faveur du climat et la transformation industrielle correspondante.
- Soutenir les campagnes mondiales des syndicats et de la société civile pour la justice et la transparence fiscales.
- Organiser des réunions afin de permettre des échanges sur la prochaine révolution dans la production et l'économie numérique, et participer au dialogue social au sein de l'OCDE, du G20, de l'OIT et du FEM.
- Développer des stratégies d'entreprise et l'activisme actionnarial pour un investissement responsable du capital des travailleurs.
- Soutenir les négociations et les plaintes à l'OIT, ainsi que les plaintes soumises dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les campagnes des organisations affiliées en vue de renforcer les Points de contact nationaux (PCN), la contribution syndicale aux orientations sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement et toute autre possibilité de maîtriser le pouvoir des entreprises..

SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Préparer et soutenir les cas présentés aux Comités économiques et sociaux régionaux.
- Plaintes contre les investisseurs auprès de l'OCDE.

Priorités de la CSI:

Gouvernance mondiale des migrations

Faits saillants

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Réunions d'experts tripartites de l'OIT chargées d'adopter des directives sur le recrutement équitable et des principes directeurs sur l'accès au marché du travail, pouvant servir d'instrument pour influencer sur la gouvernance mondiale des migrations.
- L'étude d'ensemble de l'OIT sur la promotion d'une migration équitable a confirmé la pertinence continue des Conventions 97 et 143 de l'OIT.
- L'ONU s'est engagée à conclure un pacte mondial sur le partage des responsabilités pour les réfugiés et un pacte mondial « pour une migration sûre, ordonnée et régulière. »
- Plusieurs gouvernements, dont le Maroc, le Soudan, le Vietnam, le Sri Lanka et le Bénin, ont manifesté leur volonté d'oeuvrer pour la ratification des Conventions de l'OIT sur les migrations. Le gouvernement de la Grèce a indiqué qu'il a l'intention de réexaminer la possibilité de ratification des deux Conventions dans le cadre de la promotion d'une proposition intégrée d'intervention réglementaire sur les migrations.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Réseaux régionaux solides en Afrique, en Amérique latine et en Asie-Pacifique.
- Renforcement de l'engagement des syndicats dans l'élaboration de politiques nationales et régionales sur la migration et la mobilité de main-d'oeuvre.
- Objectifs nationaux pour l'organisation des travailleurs/euses migrants.

Défis

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- L'OIM fait désormais partie du système de l'ONU en tant qu'agence liée aux Nations unies et est reconnue comme « la principale organisation pour les migrations », réaffirmant son statut non normatif et son absence d'obligation constitutionnelle pour promouvoir les instruments internationaux en matière de droits humains.
- Clarté sur les rôles des différentes agences dans la gouvernance mondiale des migrations, notamment la responsabilité pour lancer les pactes mondiaux.
- Convention de l'OIT sur un recrutement équitable.
- Ratification des Conventions sur les migrations.
- Forum tripartite sur la migration de la main-d'oeuvre au sein du FMMD.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Renforcement des campagnes nationales en matière d'organisation.
- Renforcement des capacités des réseaux régionaux.
- Accords bilatéraux entre syndicats.
- Échange interrégional entre les syndicats organisant le long des couloirs migratoires.
- Plateforme web de suivi du recrutement.

Aperçu général

La migration est aussi ancienne que l'humanité. Elle alimente l'économie mondiale et enrichit l'expérience humaine. Toutefois, aujourd'hui, la migration est à nouveau de plus en plus une nécessité plutôt qu'un choix. Des millions de personnes risquent leur vie en échappant à l'extrême pauvreté, aux conflits et aux effets du changement climatique.

Des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes ont perdu la vie en mer comme sur terre. Les millions de personnes qui parviennent à atteindre des lieux relativement sûrs sont confrontés à un avenir très incertain dans les camps de réfugiés ou en marge de la société: en attendant le règlement de leur statut, sans savoir quand ou s'ils pourront gagner leur vie, trouver un logement adéquat, subvenir aux besoins de leur famille, si leurs enfants pourront poursuivre leur enseignement, et s'ils seront en mesure d'utiliser et de développer leurs compétences.

L'éclatement des responsabilités et l'absence d'une coordination efficace parmi les agences ont entraîné un effondrement de la gouvernance mondiale et régionale des migrations et ont créé un vide réglementaire, augmentant les bénéfices des trafiquants, des passeurs et des recruteurs de main-d'œuvre sans scrupules.

Le discours dominant sur les questions migratoires, notamment la migration de la main-d'œuvre, a atteint de nouveaux niveaux de toxicité. Les gouvernements se soustraient à leurs obligations en vertu du droit international relatif aux droits humains et les frontières se referment. Les groupes et partis politiques d'extrême droite gagnent du terrain, suscitant la xénophobie et la peur.

Des politiques incohérentes sur la migration de la main-d'œuvre et le marché du travail, ainsi que les lacunes dans les lois et les réglementations promouvant l'égalité de traitement pour les travailleurs/euses migrants aggravent les tensions entre les travailleurs/euses, entraînant une dégradation des conditions d'emploi et un accroissement du déficit de travail décent.

La nécessité d'aborder la migration et les flux de réfugiés selon une approche fondée sur les droits humains, traitant les causes profondes, garantissant le respect des droits fondamentaux des migrants, des réfugiés et d'autres personnes déplacées et déconstruisant le discours sur la sécurisation des frontières, est plus urgente que jamais.

Changer ce discours n'est pas impossible. Le Sondage d'opinion « Nouveaux fronts » de la CSI de 2015 sur les réfugiés révélait que 67 pour cent des personnes interrogées considéraient que leur gouvernement devait garantir une protection sociale de base et le droit au travail aux personnes vulnérables ayant fui leur pays.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 approuvé récemment, l'engagement des États à développer des pactes mondiaux sur les mouvements vastes de migrants et de réfugiés et les directives opérationnelles récemment négociées de l'OIT concernant le recrutement équitable et l'accès des réfugiés et d'autres personnes déplacées de force au marché du travail offrent d'importantes occasions d'apporter des changements.

La promotion et la garantie de l'emploi formel et du travail décent pour les réfugiés, les migrants et d'autres personnes déplacées de force sont des éléments essentiels de la solution. Une intégration rapide et sans heurt des réfugiés au marché du travail contribuera également à réduire la pression sur les systèmes de sécurité sociale.

La réglementation de l'industrie du recrutement transfrontalier, notamment au travers des systèmes d'enregistrement et de licence normalisés, et le renforcement des inspections du travail et d'autres mécanismes de mise en œuvre contribueraient à éliminer les violations des droits humains et du travail, y compris le travail forcé et la traite d'êtres humains. Le site web de la CSI pour le suivi du recrutement contribuera aux efforts visant à organiser les travailleurs/euses migrants le long des couloirs migratoires et à contrôler les activités des recruteurs de main-d'œuvre.

Objectifs

1. La gouvernance mondiale, régionale et nationale des migrations est basée sur le cadre juridique et normatif des droits humains. L'OIT joue un rôle de premier plan dans le système de gouvernance mondiale de la migration de la main-d'œuvre.
2. Élimination des abus dans le recrutement des travailleurs/euses migrants.
3. Une meilleure cohérence et un renforcement des liens entre la migration, le recrutement équitable et la lutte contre la traite des êtres humains dans les cadres politiques aux échelons national, régional et mondial.

2017

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Continuer de réclamer un cadre fondé sur les droits pour la gouvernance mondiale des migrations, protégeant les droits de tous les travailleurs/euses, de concert avec les Fédérations syndicales internationales, les organisations de migrants et d'autres organisations de la société civile qui défendent la protection des droits des migrants.
- Promouvoir les directives de l'OIT sur le recrutement équitable et les principes directeurs de l'OIT sur l'accès des réfugiés et d'autres personnes déplacées de force au marché du travail.
- Oeuvrer pour l'adoption d'une norme de l'OIT visant à combler les lacunes dans la réglementation sur le recrutement transfrontalier des travailleurs/euses.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Renforcer les capacités des syndicats à s'engager dans l'élaboration des politiques nationales sur la migration de la main-d'œuvre, de la politique sur le recrutement équitable et les négociations sur la mobilité de la main-d'œuvre aux échelons national, bilatéral et régional, et suivre de près la mise en œuvre des politiques/accords.
- Renforcer et élargir la coopération bilatérale/multilatérale entre les syndicats en vue d'organiser les travailleurs/euses migrants le long des voies de migration.
- Recenser les gouvernements clés le long des voies de migration et collaborer avec les partenaires de la société civile afin d'organiser des campagnes fondées sur la connaissance des faits en faveur de réformes et de changements en détail des politiques.
- Renforcer les alliances entre les syndicats, les organisations de migrants et les organisations de défense des droits humains aux échelons national, régional et mondial.

Priorités de la CSI:

« Comptez avec nous! »

Faits saillants

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- La CSI a commandé une étude sur l'investissement dans l'économie des soins contribuant à changer les arguments sur l'investissement dans l'infrastructure sociale.
- Panel de haut niveau des Nations unies sur l'autonomisation économique des femmes.
- Question normative de l'OIT sur la violence contre les femmes et les hommes dans le monde du travail – réunion tripartite d'experts.
- Campagne mondiale « 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre » en 2017, axée sur la violence sexiste dans le monde du travail et une Convention de l'OIT.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Quelque 150 organisations affiliées adoptent des plans d'action nationaux sur les femmes dans les syndicats et aux postes de direction.
- Les syndicats s'organisent en matière d'investissement dans les soins et de travail décent pour les travailleurs/euses dans l'économie des soins.
- Les droits des travailleuses:
 - affiliation à un syndicat de plus de 23 200 travailleuses dans huit pays dans le cadre de la campagne sur les droits des travailleuses;
 - établissement de nouveaux programmes de mentorat;
 - formation d'un plus grand nombre de femmes en tant que négociatrices et participant à la négociation collective;
 - nouvelles clauses dans les conventions collectives sur le harcèlement sexuel, la protection de la maternité, l'égalité de paiement et les infrastructures d'accueil des enfants;
 - élection de plus de 60 femmes à des postes de direction.
- Les travailleurs/euses domestiques:
 - formation de nouveaux syndicats de travailleurs/euses domestiques;
 - 500 000 membres au sein de la FITD;
 - obtention de 50 réformes de législations du travail nationales assurant la protection des travailleurs/euses domestiques;
 - signature de la loi sur les travailleurs domestiques dans l'État de l'Illinois, États-Unis. Nouveau décret présidentiel établissant les droits des travailleurs/euses domestiques en Angola;
 - la Suède, El Salvador et la Jamaïque s'apprêtent à ratifier la C189.

Défis

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Convention et Recommandation de l'OIT axées sur la violence sexiste dans le monde du travail.
- Préjugés sexistes dans les politiques macroéconomiques.
- Investissement dans l'infrastructure sociale/mise en oeuvre de l'ODD 5, en particulier en ce qui concerne l'économie des soins.
- Participation des femmes au marché du travail.
- Établissement d'alliances.
- 3^e Conférence des femmes/Assemblée sur la syndicalisation de la CSI.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Renforcement des campagnes nationales, y compris sur le salaire minimum vital, la protection sociale et l'investissement dans l'économie des soins.
- Clauses sur le genre dans les conventions collectives.
- Au moins 30 pour cent de femmes aux postes de direction dans 80 pour cent des organisations affiliées à la CSI.
- Évaluation des plans d'action nationaux et régionaux des syndicats et des dirigeants sur la campagne « Comptez avec nous! ».
- Alliances entre les travailleurs/euses domestiques et d'autres travailleurs/euses de l'économie des soins.
- Exploitation et abus des travailleurs/euses domestiques, en particulier les travailleurs/euses domestiques migrants.

Aperçu général

Intégrer les femmes dans les syndicats, aux postes de direction et dans l'économie est essentiel pour relever de nombreux défis auxquels nous sommes confrontés dans notre mouvement et nos communautés.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît que, sans d'importantes avancées en matière d'égalité des genres, les progrès concernant les 17 objectifs sont menacés. Toutefois, les inégalités en matière de genre sont toujours profondément enracinées dans chaque société. Les femmes continuent de lutter pour l'accès à des possibilités de travail décent et sont surreprésentées dans le travail informel et précaire, notamment dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises multinationales. La ségrégation professionnelle et la sous-évaluation du travail dans les secteurs où les femmes prédominent demeurent un défi de taille, à l'instar des disparités salariales qui en résultent entre hommes et femmes. La violence sexiste dans le monde du travail constitue un obstacle important à l'autonomisation économique, à l'autonomie et à l'indépendance des femmes.

COMPTEZ AVEC NOUS DANS L'ÉCONOMIE

Le travail décent pour les femmes est la manière la plus rapide et la plus durable de stimuler la croissance et la productivité. Nous avons besoin d'un « programme économique pour les femmes » visant à:

- prévenir la violence sexiste dans le monde du travail;
- supprimer les préjugés sexistes dans les politiques macroéconomiques;
- redistribuer les responsabilités en matière de soins;
- reconnaître la vraie valeur du travail des soins pour notre bien-être et nos économies; et
- accroître la participation des femmes au marché du travail moyennant un investissement dans la création d'emplois et de services indispensables dans les soins.

La main-d'œuvre nécessaire dans l'économie des soins peut faciliter la participation des femmes et créer davantage d'emplois. Les travailleurs/euses domestiques constituent une partie importante de la « chaîne mondiale des soins ». Garantir un travail décent aux travailleurs/euses domestiques est essentiel pour atteindre l'objectif des emplois décents dans l'ensemble de l'économie des soins. Le travail des syndicats en matière d'organisation a permis d'obtenir des salaires décents, une protection sociale, une réglementation du temps de travail et d'autres droits fondamentaux du travail pour les travailleurs/euses domestiques.

Une enquête de la CSI menée dans sept pays de l'OCDE

révèle que l'investissement de fonds publics dans l'offre de structures de garde d'enfants et de services de soins pour les personnes âgées stimulerait l'emploi, les revenus et la croissance économique, tout en réduisant les disparités entre hommes et femmes dans l'emploi. L'investissement dans l'économie des soins serait plus efficace pour réduire les déficits publics et la dette que les politiques d'austérité. Une autre enquête menée dans neuf pays du Sud montre que les incitants économiques d'un investissement dans les soins ne se limitent pas aux économies plus riches.

Les initiatives du centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail et sur les femmes au travail offrent l'occasion de s'attaquer aux barrières structurelles à la participation efficace des femmes au marché du travail, à l'instar du travail du Panel de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes du secrétaire général des Nations unies.

COMPTEZ AVEC NOUS DANS LES SYNDICATS ET AUX POSTES DE DIRECTION

Organiser pour défendre les droits humains économiques et sociaux des femmes peut renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses et garantir des syndicats plus forts et plus représentatifs reflétant réellement la diversité de nos membres à tous les niveaux. Les femmes représentent en moyenne 40 pour cent des membres syndicaux, mais n'occupent que 15 pour cent des postes décisionnels au plus haut niveau au sein de leurs organisations. Ceci doit changer pour que notre direction reflète mieux nos membres.

La 3^e Conférence des femmes/Assemblée sur la syndicalisation de la CSI mettra l'accent sur nos stratégies collectives d'organisation pour « compter avec nous! ».

Objectifs

1. Établir des syndicats plus forts, plus représentatifs.
2. Augmenter de 5 pour cent le nombre de femmes dans les syndicats et d'au moins 30 pour cent leur représentation aux postes de direction d'ici 2018.
3. Réduire les écarts de genre en ce qui concerne la participation des femmes au marché du travail, notamment grâce à la redistribution des tâches non rémunérées en matière de prestation de soins et à l'établissement de socles de protection sociale et de salaires minimums vitaux.
4. Créer des emplois décents dans l'économie des soins.
5. Une Convention et une Recommandation de l'OIT sur la violence sexiste dans le monde du travail.

2017

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- S'engager auprès des organismes multilatéraux aux niveaux régional et mondial afin de promouvoir un programme économique pour les femmes.
- Établir des alliances stratégiques avec les organisations de défense des droits des femmes, les groupes et économistes féministes afin de promouvoir un programme économique pour les femmes.
- Former une vaste coalition, incluant les groupes de défense des droits des femmes et les hommes défenseurs, afin de promouvoir une Convention et une Recommandation de l'OIT sur la violence sexiste dans le monde du travail.
- Renforcer les alliances entre les organisations mondiales/régionales des travailleurs/euses domestiques et d'autres travailleurs/euses dans l'économie des soins.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- Organiser les travailleuses en matière de protection sociale, de salaires minimums vitaux et de formalisation du travail informel, en particulier le travail domestique.
- Organiser en vue d'obtenir des lieux de travail favorables à la famille, notamment des conventions collectives sur la protection de la maternité, la paternité, le congé parental et les congés pour prendre soin des personnes à charge.
- Organiser les travailleuses en matière de prévention de la violence sexiste dans le monde du travail.
- Renforcer la capacité des organisations affiliées à faire pression pour un investissement adéquat dans le secteur des soins et des objectifs de travail décent dans l'économie des soins.
- Consolider les alliances entre les travailleurs/euses domestiques et d'autres travailleurs/euses de l'économie des soins.
- Accroître le nombre d'adhésions des organisations affiliées à la campagne « Comptez avec nous! » et à l'action sur les femmes aux postes de direction et élaborer des plans d'action régionaux et nationaux visant à atteindre les objectifs. Évaluer la représentation des femmes au niveau de la direction et l'impact des campagnes sur l'organisation, sur la base des plans d'action régionaux/nationaux.
- Conférence des femmes/Assemblée sur la syndicalisation de la CSI: stratégies collectives d'organisation dans le cadre de la campagne « Comptez avec nous! ».

Priorités de la CSI:

Organisation

Faits saillants

- Formation de 205 organisateurs principaux et de 334 organisateurs associés jusqu'en août.
- Cent quarante organisateurs spécialisés dans la jeunesse ont suivi une formation, dont la moitié des cours ont assuré une parité des genres.
- L'évaluation active des participants sur la base de critères spécifiques a considérablement amélioré la qualité des programmes.
- La parité des genres dans les formations régionales des organisateurs principaux est devenue la norme.
- La formation a inclus des représentants de 54 pays et des FSI.
- La grande majorité des 205 organisateurs principaux formés à ce jour continuent de travailler en tant qu'organisateur principal au nom des centrales nationales et de mener des campagnes stratégiques en matière d'organisation.
- La diversité culturelle et les différents domaines d'expérience syndicale ont renforcé la sensibilisation des participants et enrichi le contenu des cours. Ils sont actuellement révisés afin de mieux répondre aux besoins des futurs dirigeants/instructeurs lors des discussions et de refléter la diversité de notre mouvement à l'aide d'études de cas appropriés.
- La communication sur Facebook a été établie dans toutes les régions, améliorant ainsi la communication, le soutien et le mentorat entre les organisateurs principaux nationaux et régionaux et le personnel de l'Académie d'organisation mondiale (AOM).
- Une formation avancée de l'Académie d'organisation mondiale a réuni les organisateurs principaux régionaux et nationaux, ainsi que les dirigeants de la campagne des FSI en vue d'échanger des stratégies et des expériences en matière d'organisation et d'améliorer les compétences.
- Trente-neuf organisations affiliées ont rejoint la plateforme des jeunes de la CSI « Organisez-vous! » et des organisations affiliées dans neuf pays ont élaboré des plans de campagne sur l'organisation ciblant les jeunes travailleurs/euses.
- Campagne « Décisions pour la vie » en Géorgie: des centaines de jeunes travailleuses ont été contactées lors de visites sur le lieu de travail et dans le cadre d'activités de sensibilisation. Quatre séminaires ont été organisés en vue d'améliorer les capacités des femmes à mobiliser les jeunes travailleuses par rapport aux objectifs de la campagne « Décisions pour la vie », ainsi que leurs compétences en matière d'organisation et de négociation.
- En Moldavie: 385 jeunes travailleuses ont amélioré leurs connaissances sur les droits des travailleuses et leurs compétences en matière d'organisation et de négociation.

Défis

- Approfondir l'engagement dans l'organisation au travers d'un processus de révision interne en vue d'obtenir les échanges culturels et de ressources nécessaires.
- Renforcer la mise à disposition de ressources internes afin d'aider les organisateurs principaux à mener les campagnes d'organisation prévues.
- Obtenir une plus grande visibilité des actions en matière d'organisation en « partageant l'histoire »!
- Mettre en place des mécanismes réguliers parmi les organisateurs principaux pour communiquer et informer sur les activités d'organisation sur le terrain.
- Recenser et étudier les secteurs où la majorité des jeunes travailleurs/euses sont employés ou cherchent un emploi.
- Mettre en œuvre les plans d'organisation des jeunes pour les syndicats qui ne disposent pas de plateforme fonctionnelle des jeunes allant au-delà d'une structure de comité et soutenir les organisations affiliées qui prennent de plus en plus conscience de la nécessité de créer ces espaces.
- Accroître l'investissement des syndicats pour renforcer les capacités d'organisation des jeunes travailleurs/euses et améliorer leur compréhension du mode de fonctionnement de l'économie mondiale et de son incidence sur les plans nationaux de développement et économiques.

Aperçu général

L'Académie d'organisation mondiale de la CSI est à présent bien établie, composée d'organiseurs principaux ou de coordinateurs régionaux en Amérique latine, en Asie-Pacifique, en Afrique et dans la sous-région des pays arabes. Ils coordonnent, encadrent et soutiennent le réseau des organisateurs principaux formés qui, à leur tour, coordonnent, supervisent et encadrent des groupes d'organiseurs expérimentés menant des campagnes sur les lieux de travail.

Depuis 2014, l'Académie a formé plus de 300 organisateurs principaux et plus de 700 organisateurs associés d'organisations affiliées nationales et des FSI; a établi un programme de mentorat comportant un système de suivi régulier avec notre réseau; a développé deux nouveaux cours « Organisateurs principaux » et « Un aperçu de l'organisation » à l'intention des organisateurs sur le lieu de travail; et a apporté son appui à la formation des délégués du Comité de la jeunesse, ainsi que des représentants d'organisations affiliées engagées dans d'autres programmes prioritaires de la CSI, notamment les « pays à risque » et les « travailleurs/euses domestiques ».

Des groupes ont été établis sur Facebook en vue d'assurer une communication continue avec les organisateurs principaux dans le cadre du processus de mentorat prévu par l'Académie d'organisation mondiale. À cette fin, des questions stratégiques sont posées à l'ensemble des organisateurs principaux nationaux et les groupes sur Facebook sont utilisés comme un espace libre et ouvert destiné à débattre de situations concrètes et à demander des avis ou à recueillir l'expertise (tant de l'AOM que d'autres organisateurs principaux).

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses demeure au cœur du mandat de la CSI et sous-tend son action. L'organisation visant à développer et à renforcer les syndicats ne peut être durable que si nous engageons les travailleurs/euses sur des questions qui permettront d'améliorer leur vie, y compris les salaires, la sécurité, le travail sûr, les droits et la protection sociale.

Concrètement, le défi à tous les niveaux du mouvement syndical mondial continue d'être la compréhension et la mise en œuvre des mesures nécessaires pour pouvoir organiser plus activement et assurer un développement – organiser aussi bien dans l'économie formelle qu'informelle, ainsi que dans de nouveaux secteurs émergents, et ce, à travers des méthodes innovantes.

En 2017, la formation sera élargie afin d'appuyer les objectifs en matière d'organisation dans le cadre de tous les Nouveaux fronts et Priorités de la CSI et continuera d'intégrer les nominations des FSI. Une Conférence mondiale durant le premier semestre de l'année réunira les organisateurs principaux de nos programmes et des FSI en vue d'examiner des cas existants, de partager des stratégies couronnées de succès et de développer de nouvelles stratégies.

L'objectif d'organisation de la CSI demeure l'affiliation de 20 millions de membres supplémentaires d'ici au prochain Congrès en 2018.

Objectifs

1. Renforcer la capacité des syndicats à organiser et à recruter de nouveaux membres.
2. Instaurer et soutenir une culture d'organisation au sein des organisations affiliées basée sur des critères et des engagements clairs.
3. Accroître les compétences des organisateurs principaux pour qu'ils puissent appuyer les objectifs syndicaux.
4. Incorporer un programme de mentorat.
5. Établir un réseau mondial d'organiseurs principaux.

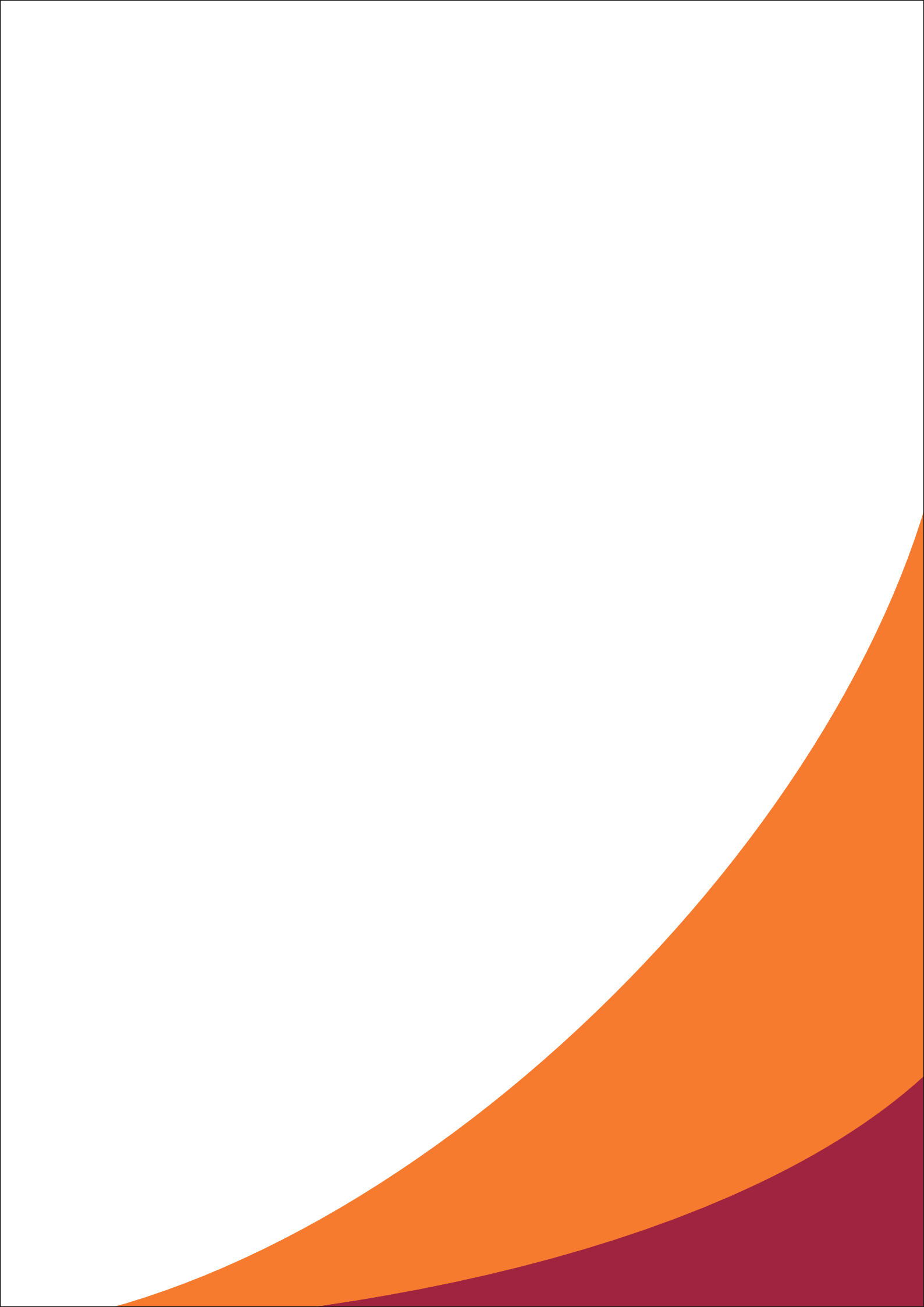
2017

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- L'Académie d'organisation mondiale réunira les organisateurs principaux stratégiques de nos organisations affiliées et des Fédérations syndicales internationales durant le premier semestre de l'année en vue d'échanger des expériences, de partager des stratégies et des compétences, sur la base de cas concrets (couronnés ou non de succès).
- La Conférence se penchera également sur d'éventuelles campagnes d'organisation auxquelles serait intégrée une équipe restreinte d'organiseurs principaux en vue de contribuer de manière significative aux résultats de la campagne sélectionnée et d'influer sur ces derniers.
- L'Académie d'organisation mondiale contribuera au renforcement des Nouveaux fronts de la CSI en appuyant le développement de manuels éducatifs, ainsi que la formation, le renforcement des capacités et l'encadrement de militants principaux en la matière.
- L'Académie d'organisation mondiale renforcera le mentorat et la formation des organisateurs principaux moyennant un renforcement des capacités et des mécanismes de communication régulière.
- L'Académie d'organisation mondiale continuera de faciliter une meilleure coordination entre les structures régionales et internationales (dont la CES et les FSI) et de créer de nouvelles synergies.

À L'ÉCHELLE NATIONALE

- L'Académie d'organisation mondiale soutiendra le développement de plans nationaux clairs et concrets dans les pays ciblés avec les organisations affiliées engagées dans une organisation efficace.
- L'Académie d'organisation mondiale continuera de soutenir les activités menées à l'échelle nationale, conjointement avec les coordinateurs principaux régionaux et nationaux, en vue de renforcer la capacité à mettre en œuvre efficacement les plans.





HALTE À LA
CUPIDITÉ
DES ENTREPRISES

